



Interventions

**lors des 25^{ème}, 26^{ème} et 27^{ème} sessions du
Conseil des droits de l'Homme des Nations Unies
en 2014**

Table des matières

25^{ème} session du Conseil des droits de l'Homme (3-28 mars 2014)

1. Communication écrite sur les défis de l'accès à la justice des enfants et adolescents en conflit avec la loi en Colombie.....	6
2. Communication écrite sur l'accès à la justice des enfants et adolescents en conflit avec la loi en Equateur.....	11
3. Communication écrite sur le défi de l'assistance juridique aux enfants en conflit avec la loi au Togo.....	15
4. Communication orale lors du Dialogue interactif avec Marta Santos Pais, Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies chargée de la question de la violence à l'encontre des enfants.....	19
5. Communication orale lors du Dialogue interactif avec Najat Maalla M'jid, Rapporteuse spéciale des Nations Unies sur la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie impliquant des enfants	21
6. Communication orale lors de la Journée de discussion sur les droits de l'enfant dans le cadre du panel sur l'accès des enfants à la justice.....	23
7. Communication orale d'Abraham Bengaly, Président du BNCE-Mali et Vice-président du BICE lors de la Journée de discussion sur les droits de l'enfant dans le cadre du panel sur l'accès des enfants à la justice	25
8. Communication orale sur l'éducation inclusive des enfants vivant avec handicap.....	31
9. Communication orale sur la situation des droits de l'Homme au Mali.....	33
10. Oral Statement on the Human Rights Situation in Colombia and Guatemala.....	35
11. Oral Statement on the Call for a Global Study on Children Deprived of Liberty.....	37
12. Oral Statement on the Ratification of the Third Protocol to United Nations Convention on the Rights of the Child	39
13. Oral Statement on the Universal Periodic Review (UPR) Mechanism.....	40
14. Oral Statement on Children as Equal Actors in Civil Society	42
15. Oral Statement on the Role of Good Governance and Public Services for Children's Rights	44
16. Oral Statement on Commercial Maternal Surrogacy.....	46
17. Oral Statement on the Third Phase of the World Programme for Human Rights Education Media Professionals and Journalists.....	48

26^{ème} session du Conseil des droits de l'Homme (10-27 juin 2014)

1. Written statement on the Impact of Domestic Violence on Children and Child Abuse and Neglect in Ukraine.....51
2. Written statement on the Assessment of the educational attainment of students and the implementation of the right to education.....57
3. Oral Statement during the Interactive Dialogue with Rashida Manjoo, the United Nations Special Rapporteur on Violence against Women, its Causes and Consequences.....60
4. Oral Statement during the Interactive Dialogue with Joy Ngozi Ezeilo, the United Nations Special Rapporteur on Trafficking in Persons, Especially Women and Children62
5. Oral Statement during the Interactive Dialogue with the United Nations Working Group on the Issue of Discrimination against Women in Law and in Practice64
6. Oral Statement during the Annual Full-Day Discussion on Women Human Rights – The Impact of Gender Stereotypes on the Recognition and Enjoyment of Women’s Human Rights66
7. Oral Statement on the Universal Periodic Review of Chile68
8. Oral Statement during the Interactive Dialogue with Kishore Singh, the United Nations Special Rapporteur on the Right to Education.....69
9. Communication orale sur la situation des droits de l'Homme en Côte d'Ivoire.....71


27^{ème} session du Conseil des droits de l'Homme (8-26 septembre 2014)

1. Written statement on Exploitative Work As a Contemporary Form of Slavery.....74
2. Written statement on the Protection of the Family and Its Members.....77
3. Comunicación oral sobre los derechos de los niños y de los adolescentes privados de libertad en el Perú.....80
4. Communication orale sur l'enregistrement des naissances et le droit de chacun à la reconnaissance en tout lieu de sa personnalité juridique.....82
5. Oral Statement on the Third Phase of the World Programme for Human Rights Education and the United Nations Declaration on Human Rights Education and Training84
6. Communication orale sur l'Examen Périodique Universel de la Côte d'Ivoire (2^{ème} cycle)86

7. Communication orale sur l'Examen Périodique Universel de la République Démocratique du Congo (2 ^{ème} cycle).....	88
8. Communication orale sur le suivi des recommandations de l'Examen Périodique Universel du Togo (1 ^{er} cycle).....	90
9. Oral Statement during the Panel on Ending Violence against Children: A Global Call to Make the Invisible Visible.....	92

**25^{ème} session du Conseil des droits de l'Homme
3-28 mars 2014**

1. Communication écrite sur les défis de l'accès à la justice des enfants et adolescents en conflit avec la loi en Colombie

	Nations Unies	A/HRC/25/NGO/129
	Assemblée générale	Distr. générale 4 mars 2014 Français seulement

Conseil des droits de l'homme

Vingt-cinquième session

Point 3 de l'ordre du jour

**Promotion et protection de tous les droits de l'homme,
civils, politiques, économiques, sociaux et culturels,
y compris le droit au développement**

**Exposé écrit* présenté conjointement par International Catholic Child Bureau,
organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif spécial**

Le Secrétaire général a reçu l'exposé écrit suivant, qui est distribué
conformément à la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

[18 février 2014]

* Exposé écrit publié tel quel, dans la/les langue(s) reçue(s) par l'/les organisation(s) non gouvernementale(s), sans avoir été revu par les services d'édition.

Colombie : Les défis de l'accès à la justice des enfants et adolescents en conflit avec la loi*

Plusieurs institutions, publiques, privées et internationales¹, y compris les Tertiaires Capucins de Nuestra Señora de los Dolores², partenaire du Programme « Enfance sans Barreaux » du BICE, ont réalisé de concert un diagnostic sur 2006-2013 du système de justice juvénile et de sa capacité à favoriser l'accès à la justice des enfants et adolescents en conflit avec la loi en Colombie. Ce diagnostic a révélé plusieurs obstacles.

1. Cadre juridique spécifique aux enfants et adolescents en contact avec la loi

En 2006, le Congrès National a approuvé la Loi 1098³ qui énonce les principes et les règles applicables aux enfants et adolescents auteurs d'infractions. Depuis son adoption, cinq projets de loi ont été initiés pour adapter et ajuster le *Código del Menor* aux exigences de la Convention relative aux droits de l'enfant (CDE) et autres standards internationaux pertinents. L'application du système de l'administration de la justice juvénile, y compris le SRPA (Système de Responsabilité Pénale pour les Adolescents) rencontre des difficultés qui relèvent souvent de l'interprétation erronée de la loi, des lacunes juridiques, de l'absence d'un dispositif idoine favorisant l'accès à la justice des enfants et adolescents, de la formation des opérateurs de la justice, et du manque de ressources financières affectées à l'administration de la justice juvénile. Aussi, des problèmes d'articulation du système sont-ils apparus à cause des incohérences et des imprécisions du texte, et le Procureur général a manifesté ses inquiétudes à travers des notes d'information et communiqués devant le Congrès, les organes du gouvernement et l'appareil judiciaire sur les lacunes de la loi.

Recommandations:

- **Sur la base du diagnostic établi, réformer la loi 1098 de 2006 en l'adaptant à l'enfant et à l'adolescent en contact avec la loi par des dispositions visant ses besoins spécifiques (âge, degré de maturité, genre, besoins individuels spécifiques, etc.), le droit d'être traité avec dignité et compassion, le droit d'être informé à chaque étape de la procédure judiciaire ou extrajudiciaire, le droit à la vie privée, le droit d'être protégé contre toutes formes de discrimination et contre les contraintes des épreuves, le droit d'être entendu et d'exprimer ses points de vue et préoccupations, le droit à des mesures spéciales de prévention, et le droit à une juste et prompt réparation.**
- **Adopter une approche équilibrée entre le droit à la protection et la prise en compte des besoins spécifiques des enfants et adolescents, pour une justice plus diligente, accessible, respectueuse de l'âge du justiciable, de son droit à participer à la procédure, et de sa dignité.**

* Exposé écrit publié tel quel, dans la/les langue(s) reçue(s) par l'/les organisation(s) non gouvernementale(s), sans avoir été revu par les services d'édition.

¹ Ministerio del Interior, Instituto Colombiano de Bienestar Familiar, Operadores del SRPA, Procuraduría General de la Nación, Defensoría del Pueblo, Fiscalía General de la Nación, Policía Nacional, Consejo Superior de la Judicatura, Alianza por la Niñez Colombiana, Observatorio del SRPA de la Universidad Nacional, Federación Nacional de Departamentos, Delegada de la Federación Nacional de Municipios et l'UNICEF.

² La Congrégation des Religieux Tertiaires Capucins de Nuestra Señora de los Dolores, Province de San José, fait partie du réseau de collaborateurs stratégiques de l'Institut Colombien de Bien-être Familial (Instituto Colombiano de Bienestar Familiar). Ce réseau permet une interaction permanente entre les différents acteurs du Système National de Bien-être (Sistema Nacional de Bienestar), ce qui permet un échange significatif d'informations et la construction d'une culture de protection intégrale des enfants. Cela se matérialise à travers des actions concrètes pour « la reconnaissance des enfants en tant que sujets de droits, la protection de leurs droits, la prévention des risques d'atteintes à leurs droits et la veille au rétablissement immédiat de ces droit » comme le stipule l'article 7 de la Loi 1098 de 2006.

³ Publication au *Diario Oficial* N° 46.446 de la loi de 2006.

2. La mise en œuvre du cadre juridique dans le cadre de l'accès à la justice

2.1. Non respect des garanties judiciaires

Dans la loi de l'enfance et de l'adolescence, il est inscrit le principe d'opportunité, la conciliation et la réparation intégrale. Cependant, les autorités judiciaires préfèrent appliquer la procédure pénale du début à la fin, sans recourir à ces outils qui pourraient contribuer à ce que les adolescents prennent conscience de leur obligation de réparer le tort causé à la victime, notamment avant tout jugement sur le fond. Les autorités confondent l'application du principe d'opportunité consacré à l'article 174 de la loi 1098 qui permet le règlement à l'amiable à travers la conclusion d'accords entre l'accusé et sa victime ainsi que la conciliation pour réparer les dommages engendrés, avec l'article 157 qui lui, compte tenu de la gravité de l'infraction, interdit expressément la réalisation d'accords entre *la fiscalía* et la défense.

Recommandation:

- **Respecter, à la lumière de l'article 140 de la loi 1098, les garanties judiciaires et interpréter les dispositions pertinentes du cadre juridique à l'aune de l'intérêt supérieur de l'enfant.**

2.2. Privation de liberté comme principe et mesures de substitution à la privation, l'exception

En dépit de l'article 140 al.2 de la loi 1098 qui dispose que les autorités juridiques doivent toujours privilégier l'intérêt supérieur de l'enfant et orienter leur action suivant les principes de protection intégrale de l'enfant, il subsiste au sein de la société colombienne une volonté d'augmenter les peines et de laisser au droit pénal le soin de résoudre les problèmes structurels. La réduction de l'accès à la justice à la privation de liberté, quelle que soit la nature et la gravité du délit, représente un obstacle pour l'application du SRPA. Il est souvent affirmé que le système ne fonctionne pas parce qu'il n'y a pas assez de centres d'incarcération et il est demandé d'augmenter le nombre de places dans ces centres. Ainsi beaucoup d'autorités affirment que la difficulté se situe uniquement au niveau du financement, alors qu'il s'agirait plutôt d'adopter une approche basée sur le droit et de respecter notamment les dispositions de l'article 40 alinéa 3 b) de la CDE. Le recours à la privation de liberté comme mesure de dernier recours n'est donc pas respecté. Cette pratique est non seulement contraire à l'article 181 de la Loi 1098 et conduit à la surpopulation carcérale mais aussi aux articles 140 et 178 de la loi qui prônent une justice juvénile restauratrice. Cette situation se reflète également dans la jurisprudence juvénile car malgré les dispositions de la loi 1098/2006, le juge colombien recourt principalement à l'incarcération.

Recommandations:

- **Sensibiliser la population, notamment à travers les médias, sur la spécificité du droit applicable aux enfants auteurs d'infractions et sur l'impérieuse nécessité de tenir compte de l'intérêt supérieur de l'enfant dans toutes les décisions le concernant.**
- **Lever les obstacles liés à l'absence ou à la faiblesse du dispositif censé accompagner la mise en œuvre de la loi, notamment le recours à la privation de liberté comme décision de dernier recours.**

2.3. Absence de dispositif de mise en œuvre des décisions de justice

On estime qu'autour de 90% des adolescents dans le SRPA ont un problème de consommation ou d'addiction à la drogue ou encore une pathologie mentale. Mais il n'y a pas suffisamment de programmes spécialisés pour les accompagner. Aujourd'hui, c'est l'Institut Colombien du

Bien-être Familial⁴ qui finance quelques places dans des hôpitaux psychiatriques pour l'accompagnement spécialisé des adolescents. Malheureusement, le Ministère de la santé et ses services ne sont pas mobilisés au service de l'accès à la justice pour les enfants et adolescents colombiens en conflit avec la loi.

Le recours à la détention comme décision de premier recours est également motivé par l'absence, dans de nombreuses municipalités, de dispositif encadrant la liberté surveillée, ou la réalisation de travaux communautaires d'intérêt général. Certains centres de prise en charge ne disposent pas des infrastructures nécessaires pour accompagner les adolescents qui entrent en tant que mineurs et qui pendant leur peine deviennent majeurs.

Même si le juge venait à prendre une mesure de substitution à la privation de liberté, le système de justice juvénile ne dispose pas suffisamment de programmes socio-éducatifs pour sa mise en œuvre effective. La conséquence est que le juge est toujours plus porté vers des mesures privatives de liberté à cause des lacunes de l'administration de la justice juvénile. C'est le cas par exemple des décisions de remise aux familles alors même que ces adolescents ne bénéficient pas de mesures de prise en charge. Dans la majorité des cas, les défaillances dans la mise en œuvre des décisions de justice favorisent la récidive.

Recommandations:

- **Impliquer en amont et en aval les services de santé, notamment la psychiatrie, la psychologie et l'addictologie, dans la mise en œuvre des décisions de justice, notamment pour les adolescents faisant l'objet d'une mesure privative de liberté ou de mesures extrajudiciaires et présentant des troubles de comportement ou une dépendance à la drogue⁵.**

2.4. Mise en œuvre et suivi des décisions de justice

La justice ne permet pas à l'adolescent de réparer le dommage causé mais elle l'isole et le laisse à son propre sort. La préparation du jeune délinquant à une vie future par le biais de la réinsertion n'est pas effective. Une fois que l'adolescent sort du système pénal, soit par évasion ou parce qu'il a terminé sa peine, on perd complètement sa trace car il n'y a pas de politique de suivi et d'accompagnement. Cela augmente le taux de récidive et compromet l'avenir des adolescents.

Même s'il est vrai que certaines mesures intègrent dans les normes de l'ICBF la question du suivi post institutionnel, cela se réduit à quelques actions ponctuelles réalisées dans un délai de 3 à 6 mois. Un programme post-institutionnel est train d'être mis en place au sein de l'ICBF. Il s'agit d'un service pour les adolescents qui sortent des *Centros de Atención Especializada e internados abiertos*⁶.

⁴ L'*Instituto Colombiano de Bienestar Familiar*, (ICBF) est un organisme public au niveau national, doté d'une personnalité juridique, d'autonomie administrative, d'un patrimoine propre, rattaché au Ministère de la Santé. L'ICBF dispose d'un siège national, de 28 antennes régionales, de 5 agences au niveau départemental et de 199 centres à l'échelle municipale. L'ICBF a pour objectif accroître et renforcer l'intégration et le développement harmonieux de la famille, protéger les mineurs et garantir le respect de leurs droits. Sa mission est de promouvoir, conseiller et évaluer les programmes et services qui répondent aux besoins des enfants, des jeunes et des familles ; cela dans un cadre décentralisé. L'ICBF est l'entité principale du Système National de Bien-être Familial (SNBF). L'ICBF travaille avec des organisations publiques, privées et avec la participation de la communauté selon des critères de coresponsabilité, cogestion et cofinancement.

⁵ Pour un meilleur accès à la justice, la voie pénale ne peut pas ignorer l'approche basée sur le droit et les enjeux de santé des enfants et adolescents en contact avec la loi.

⁶ Ce suivi est réalisé par l'intermédiaire du milieu socio-familial et a pour objectif de favoriser l'intégration sociale et familiale grâce à l'implication des entités territoriales. Toutefois, il y a une absence de données sur les adolescents qui sortent du système pénitentiaire et judiciaire et c'est la conséquence directe du défaut de dispositif de suivi et de monitoring des décisions de justice. Des données statistiques fiables et désagrégées consolidées n'existent pas sur les condamnations à des peines privatives de libertés, ni sur les mesures de substitutions et moins encore sur l'état de l'exécution des différentes mesures prononcées. Il est


Recommandations:

- **Articuler et compléter le SRPA avec d'autres programmes institutionnels garantissant l'insertion socioéconomique effective de l'adolescent soutenu par sa famille, afin que les situations de crise et de vulnérabilité l'affectant soient minimisées, sans préjudice au programme post-institutionnel en cours.**
- **Au regard des conditions de vulnérabilité des adolescents et de leurs milieux, favoriser les liens adolescents-famille sans générer de la dépendance ou de l'assistanat, et converger les efforts vers leur intégration à la « *Red Juntos* », et leur participation à des programmes nationaux pertinents, comme celui de « *cultura de la legalidad* ».**

*Tertiarios Capucinos in Colombia une/des ONG sans statut consultatif partage(nt) également les opinions exprimées dans cet exposé.

donc difficile de jauger de l'efficacité des décisions des juges et surtout de l'impact du parcours judiciaire ou extrajudiciaire sur les enfants et adolescents. Ni la fonction corrective, ni la fonction pédagogique, censées émerger du passage de l'enfant ou l'adolescent dans ce parcours ne peuvent être efficacement appréciées tant les mécanismes étatiques d'exécution des décisions et d'accompagnement en vue de la réinsertion sociale souffrent de visibilité. Il est nécessaire de doter le SRPA d'outils d'enregistrement des données statistiques désagrégées sur les adolescents accomplissant une mesure privative de liberté ou de substitution ainsi que ceux qui sortent du système, la nature de leur prise en charge antérieure et postérieure, et leur destination.

2. Communication écrite sur l'accès à la justice des enfants et adolescents en conflit avec la loi en Equateur

	Nations Unies	A/HRC/25/NGO/131
	Assemblée générale	Distr. générale 4 mars 2014 Français seulement

Conseil des droits de l'homme

Vingt-cinquième session

Point 3 de l'ordre du jour

Promotion et protection de tous les droits de l'homme, civils, politiques, économiques, sociaux et culturels, y compris le droit au développement

Exposé écrit* présenté conjointement par International Catholic Child Bureau, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif spécial

Le Secrétaire général a reçu l'exposé écrit suivant, qui est distribué conformément à la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

[18 février 2014]

* Exposé écrit publié tel quel, dans la/les langue(s) reçue(s) par l'/les organisation(s) non gouvernementale(s), sans avoir été revu par les services d'édition.

L'accès des enfants à la justice des enfants et adolescents en conflit avec la loi en Equateur*

1. Assistance juridique

En Equateur, les articles 75 et 168, al. 4 combinés de la Constitution de 2008 garantissent l'accès et la gratuité de la justice. Par ailleurs, le Code de l'Enfance et de l'Adolescence (*Código de la Niñez y Adolescencia*, Loi n°100-2002) investit dans son article 313, le défenseur public spécialisé (Ministère public) dont la mission est de défendre les enfants et les adolescents durant toutes les étapes de la procédure. L'assistance juridique est ainsi fournie à tout enfant ou adolescent en conflit avec la loi dans un délai de 24 heures ou dans l'immédiat en cas de flagrant délit.

Toutefois, l'assistance juridique aux adolescents en conflit avec la loi durant le processus judiciaire n'est pas systématique; elle n'est pas juridiquement réglementée et l'aide juridique est assurée par certaines organisations de la société civile, et de façon intermittente par la défense publique.

Par ailleurs, dans la pratique, il n'y a pas de défenseurs publics spécialisés dans le domaine des adolescents en conflit avec la loi. En Equateur, il y a des défenseurs formels mais il n'y a pas de défense technique spécialisée. Dans le cas où les fonctionnaires publics dépendant de l'Etat apportent l'assistance juridique à ces adolescents, ils sont considérés comme des «*pobrecitos* » (les pauvres petits). Autant dire qu'il n'existe pas une véritable approche fondée sur le droit.

Lorsque l'assistance judiciaire est fournie, elle est souvent défailante. Les professionnels sont en quantité très limitée. Ils ne sont pas spécialisés et opèrent plus sur des bases théoriques que pratiques. Cela se remarque surtout au cours des audiences orales. Par ailleurs, les investigations présentées au juge sont souvent incomplètes et n'apportent pas suffisamment d'éléments (circonstances de commission de l'infraction alléguée, l'existence ou non de témoins, situation familiale, lieu de vie, comportement à l'école, etc.) d'appréciation au juge pour que la décision finale soit prise en fonction de l'intérêt supérieur de l'enfant.

Un diagnostic fondé sur des statistiques portant sur des affaires traitées en appel montre que la défense publique s'arrête dans la plupart des cas en première instance et que très rarement l'assistance juridique se poursuit en appel, si éventuellement un appel est diligenté, ce qui n'est pas souvent le cas. Il en résulte qu'en pratique, il n'y a pas de spécialisation en matière des droits de l'enfant, notamment en matière judiciaire et que la défense publique prévue par la loi pour l'assistance juridique des enfants et adolescents en conflit avec la loi reste formelle avec des arguments répétitifs à toutes les audiences.

Recommandations au gouvernement:

- **Réformer la Loi n°100-2002 (*Registro Oficial 737*) portant Code de l'Enfance et de l'Adolescence en réglementant l'assistance légale gratuite de qualité disponible à toutes les phases de la procédure judiciaire, suivant une approche basée sur le droit et avec des professionnels formés au droit et à la psychologie de l'enfant.**
- **Définir dans le Code de l'Enfance et de l'Adolescence en cours de réforme les éléments incompressibles d'une enquête judiciaire concernant un adolescent en conflit avec la loi. Ces éléments vont du potentiel de résilience de l'enfant et de l'adolescent à sa situation familial en passant notamment par son évolution comportemental.**

2. Respect des garanties judiciaires

S'il convient apprécier le respect des garanties judiciaires d'une manière générale en Equateur, il faut, en revanche, déplorer la mauvaise interprétation de ces garanties par les acteurs

spécialisés du système judiciaire. Par exemple, lorsqu'un adolescent en conflit avec la loi accepte volontairement et librement de collaborer dans une enquête judiciaire le concernant tout en étant accompagné de son avocat conseil, d'autres acteurs, notamment l'accusation, estiment que la collaboration vaut aveu. Cette confusion au sein du système assimile la collaboration avec la justice au plaidé coupable.

Recommandation au gouvernement :

- **Clarifier en faveur de la réforme en cours du Code de l'Enfance et de l'Adolescence de 2002 les garanties judiciaires, y compris pour les adolescents en conflit avec la loi, quelle que soit la nature du trouble causé à l'ordre public.**

3. Système judiciaire spécialisé mais non adapté

Le système judiciaire n'est pas adapté aux enfants (*child-friendly, child-sensitive*) contrairement aux dispositions de l'article 175 de la Constitution qui précise que les « enfants et adolescents sont soumis à une législation spéciale et à une administration de la justice, ainsi que les opérateurs de la justice qui sont dûment formés et qui doit respecter les principes de la doctrine intégrale de la protection ». Le système judiciaire n'est pas doté de tribunaux spécialisés et le système à juge unique est préjudiciable au respect des droits de l'enfant car le même juge assure l'instruction et le prononcé de la décision.

Recommandations au gouvernement :

- **Prévoir dans la réforme du Code de l'Enfance et de l'Adolescence en cours des tribunaux spécialisés institués à travers tout le pays, et un système de deux ou trois juges pour la prise des décisions.**
- **Systématiser les données statistiques sur la typologie des infractions commises par les enfants et adolescents afin que la Direction Nationale de la Police Spécialisée pour les Enfants et les Adolescents (DINAPEN), le Ministère de la Justice, des droits de l'Homme et des cultes ainsi que les organisations de la société civile organisent des campagnes ciblées à l'endroit des communautés.**
- **Promouvoir le traitement extrajudiciaire des infractions commises par les enfants et adolescents en privilégiant la médiation, la conciliation et la rémission tout en mettant en place un dispositif d'accompagnement familial et professionnel afin d'éviter la récidive. A cet effet, il urge de créer des Centres de Médiation et de former des médiateurs spécialisés.**

4. Les recours

En Equateur, l'article 366 du Code de l'Enfance prévoit des recours judiciaires et administratifs. Cependant, ils sont méconnus de la plupart des avocats et le Ministère public, lui-même, ne les utilise que rarement. Du coup, le système ne tient pas compte du potentiel de résilience d'un adolescent qui, après la commission d'un délit, aussi grave soit-il, manifeste une évolution comportementale positive. C'est pourquoi le double degré de juridiction est essentiel pour un accès adapté des enfants et adolescents à la justice.

Recommandation au gouvernement :

- **Former les défenseurs publics est les opérateurs privés qui assistent juridiquement les enfants et adolescents aux garanties judiciaires, aux recours existant, à la systématisation et à la professionnalisation de leurs interventions.**

5. L'exécution des décisions de justice

Les décisions sont supervisées par l'entité qui applique la sanction. Ainsi, dans chaque canton, le Comité cantonal des droits (*Junta Cantonal de derechos*) réalise un suivi de ses résolutions. En cas de non exécution, le Comité impose des sanctions aux responsables.

Conformément à l'article 382 de la loi de 2002, le juge est compétent pour examiner la mise en œuvre des mesures appliquées, notamment sur le plan de la légalité, de la modification, du remplacement de la mesure prise et de l'examen des plaintes des adolescents privés de liberté. Dans la pratique, l'intervention du juge est limitée. La Direction Nationale de la Police Spécialisée pour les Enfants et les Adolescents intervient davantage mais souffre du manque de spécialisation.


L'exécution des décisions de justice relatives à des mesures socio-éducatives se heurte au manque de ressources financières. C'est ainsi que les programmes de réhabilitation et de réinsertion des enfants et adolescents en conflit avec la loi peinent à se réaliser de manière profonde, technique et qualitative. Par ailleurs, les éducateurs sociaux formés aux droits de l'enfant et à la résilience font défaut dans le système en Equateur.

Recommandations au gouvernement :

- **Instituer un mécanisme d'exécution des décisions de justice qui conjuguent l'intervention des magistrats d'application des peines, du Défenseur public et de la Direction Nationale de la Police Spécialisée pour les Enfants et les Adolescents afin de mieux accompagner (réhabilitation, réinsertion etc.) les enfants faisant l'objet d'une mesure privative de liberté ou ceux accomplissant des mesures de substitution à la privation de liberté. A cet effet, mettre en place des équipes pluridisciplinaires dans les centres de fermés, comme les éducateurs, les psychologues, les thérapeutes et travailleurs sociaux.**
- **Doter les programmes socio-éducatifs destinés aux adolescents et enfants en conflit avec la loi de ressources humaines formées et spécialisées ainsi que de ressources financières adéquates.**
- **Former et informer les fonctionnaires de l'Etat et les opérateurs du système de justice de la nécessité d'une approche basée sur le droit qui considère les enfants et adolescent en conflit avec la loi comme des titulaires de droit.**
- **Former à la résilience les fonctionnaires de l'Etat et autres acteurs intervenant dans la mise en œuvre des décisions de justice.**

*Tertiaris Capucinos in Ecuador une/des ONG sans statut consultatif partage(nt) également les opinions exprimées dans cet exposé.

3. Communication écrite sur le défi de l'assistance juridique aux enfants en conflit avec la loi au Togo

	Nations Unies	A/HRC/25/NGO/134
	Assemblée générale	Distr. générale 4 mars 2014 Français seulement

Conseil des droits de l'homme

Vingt-cinquième session

Point 3 de l'ordre du jour

**Promotion et protection de tous les droits de l'homme,
civils, politiques, économiques, sociaux et culturels,
y compris le droit au développement**

**Exposé écrit* présenté conjointement par International Catholic Child Bureau,
organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif spécial.**

Le Secrétaire général a reçu l'exposé écrit suivant, qui est distribué conformément à la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

[18 février 2014]

* Exposé écrit publié tel quel, dans la/les langue(s) reçue(s) par l'/les organisation(s) non gouvernementale(s), sans avoir été revu par les services d'édition.

L'accès à la justice des enfants au Togo : le défi de l'assistance juridique aux enfants en conflit avec la loi*

Le Code de l'enfant de 2007⁷ dispose en son article 303 al.2 que « tout enfant suspecté d'une infraction à la loi pénale (...) a le droit de se faire assister d'un conseil au stade de l'enquête préliminaire ». Cette disposition tient compte de la complexité du système judiciaire pour les enfants, des difficultés pour un enfant de connaître et de défendre lui-même ses droits.

Toutefois, en limitant l'assistance juridique à l'étape de l'enquête préliminaire, le Code de l'enfant semble l'ignorer au niveau des autres étapes de la procédure (policière, pré-judictionnelle, judiciaire et post-judiciaire), contrairement à la pratique courante, à l'article 37 d) de la Convention relative aux droits de l'enfant et à l'Observation générale n°10 du Comité des droits de l'enfant qui évoquent l'accès à l'assistance juridique ou à toute autre assistance de façon gratuite à toutes les phases.

L'aide juridique est assurée essentiellement par les ONG en l'absence de mécanismes étatiques disponibles et fonctionnels. A défaut de l'action des ONG, les garanties procédurales et les droits fondamentaux de la plupart des enfants en conflit avec la loi sont bafoués à toutes les étapes de la procédure. A titre illustratif, certains acteurs de la justice, notamment les Officiers de Police Judiciaire (OPJ) ne se conforment pas au cadre légal prévu en attribuant arbitrairement l'âge de la majorité (18 ans) à tout enfant dont ils ont des difficultés à déterminer l'âge. Lorsque les recherches n'aboutissent pas à l'établissement de la preuve de la minorité de l'enfant compte tenu des problèmes d'enregistrement des naissances et de délivrance des actes de naissance, il est privé de la protection spéciale et de la prise en compte de ses besoins, sans que le doute ne lui profite, ce qui est contraire à une bonne administration de la justice juvénile.

Le Code de l'enfant de 2007 ne prévoyait pas les structures de mise en œuvre de son article 303 alinéa 2. Désormais, la loi du 24 mai 2013 portant aide juridictionnelle énonce des mécanismes spécifiques pour traduire dans les faits l'aide juridictionnelle gratuite. Cette loi prévoit notamment la mise en place d'un Conseil National de l'Aide Juridictionnelle de sept membres nommés pour un mandat de quatre ans, et des Bureaux d'Aide Juridictionnelle (BAJ) auprès des juridictions, y compris des tribunaux pour enfants. La Loi de 2013 énonce aussi l'adoption en Conseil des ministres d'un décret relatif aux modalités fonctionnelles du Conseil et un arrêté du Ministre de la justice, portant nomination des membres des BAJ. Dix mois après l'adoption de la loi, les mesures d'application ne sont toujours pas prises.

Le BICE et le BNCE-Togo recommandent au gouvernement togolais de :

- **Prendre, sans délai, le décret et l'arrêté relatifs à l'opérationnalisation du Conseil National de l'Aide Juridictionnelle et des Bureaux d'Aide Juridictionnelle auprès des juridictions et de doter ces mécanismes de moyens adéquats pour leur fonctionnement effectif;**
- **Former les membres de ces différents mécanismes aux principes et dispositions contenus dans la Conventions relatives aux droits de l'enfant mais aussi aux autres normes et standards internationaux relatifs à l'administration de la justice, en particulier la justice pour mineurs⁸, tels que l'Observation générale n°10 du Comité des droits de l'enfant et les Principes et lignes directrices des Nations Unies relatifs à l'accès à l'assistance juridique en matière pénale⁹ ;**

⁷ Loi n°2007-017 du 6 juillet 2007.

⁸ Voir la résolution 24/12 du Conseil des droits de l'Homme sur Les droits de l'homme dans l'administration de la justice, y compris la justice pour mineurs, paragraphes préambulaires 2 à 4.

⁹ Résolution 2005/20 de l'ECOSOC.

- **Etendre l'assistance juridique aux enfants suspectés d'infractions pénales au-delà de l'enquête préliminaire pour couvrir toutes les phases de la procédure qu'elle soit administrative, policière ou judiciaire ;**
- **Informers et sensibiliser la population dans son ensemble, notamment les structures communautaires telles que les Comité Villageois de Quartier (CDQ) et les Comités Villageois de Développement (CVD) et les associations communautaires de l'existence et de l'utilisation de l'assistance juridique gratuite, ainsi que sur la nécessité d'enregistrer les naissances.**

Bonne pratique développée par le Bureau National Catholique de l'Enfance du Togo (BNCE-Togo) avec l'appui technique du BICE : la médiation pénale

Depuis 2006, le BICE et le BNCE-Togo se sont résolument engagés dans la phase policière et de l'instruction dans le cas des affaires impliquant les enfants en conflit avec la loi, auteurs d'infractions. Cette implication destinée à assurer l'accès à la justice des enfants sans trop de traumatismes se fonde sur l'article 310 du Code de l'enfant de 2007 qui dispose qu'à « chaque fois que cela est possible, le ministère public évitera à l'enfant la détention en recourant à la médiation pénale ». Les articles 311 et suivants du Code énoncent la mise en œuvre de la médiation pénale.

A travers sa collaboration avec les commissariats de police, les brigades de gendarmerie et la Brigade pour mineurs (BPM) de Lomé, les assistants sociaux et les avocats qui œuvrent pour le compte du BNCE-Togo, sont systématiquement appelés lors de l'audition par l'OPJ d'un enfant suspecté d'avoir commis une infraction à la loi pénale et la déposition de la victime. En présence de ses parents, tuteurs ou proches, les assistants sociaux et les conseils du BNCE Togo assistent l'enfant tout en essayant de comprendre les circonstances de la commission de l'infraction alléguée, l'émotion générée et la possibilité, compte tenu de la gravité du délit au regard de la loi, de s'engager dans une démarche de conciliation ou de médiation lorsque la victime ne s'y oppose pas et que l'enfant auteur du délit et ses proches souhaitent aller dans le même sens.

La majorité des délits commis par les enfants portent sur le vol avec ou sans violence de téléphones portables, de sacs à main, d'animaux (chèvres, moutons, poules, canards), la violence volontaire, les injures et autres dégradations de biens.

La démarche de la médiation pénale est une démarche quadripartite qui rassemble l'OPJ, la victime, l'enfant auteur de l'infraction et ses parents et le BNCE-Togo. A l'issue de la médiation, l'enfant et ses parents présentent leurs excuses à la victime, le bien volé est restitué à la victime ou l'enfant et ses proches s'engagent à réparer le bien dégradé. Elle peut aussi déboucher parfois sur des mesures de rechange telles que les travaux d'intérêt général. De son côté la victime s'engage à retirer sa plainte. Dans la plupart des cas, c'est le BNCE-Togo qui procède à la réparation du dommage causé. En contrepartie, il exige que les parents s'engagent à assurer une parentalité plus responsable vis-à-vis de l'enfant qui lui s'engage de son côté à réaliser le projet de vie défini ensemble.

A la libération de l'enfant, les agents du BNCE-Togo définissent avec les parents de celui-ci un projet de vie et un engagement des parents à mieux suivre l'enfant, notamment dans la réalisation de son projet de vie. Le projet de vie peut consister à l'assiduité à l'école, à l'apprentissage d'un métier (couture, boulangerie, menuiserie, maçonnerie, etc.).

Hebdomadairement, les agents du BNCE-Togo se renseignent auprès de l'établissement scolaire de l'enfant, font un suivi auprès de la famille et de l'entourage familial et informent l'OPJ de l'état du suivi de l'enfant.

Quand bien même la médiation pénale est prévue par le Code de l'enfant, la pratique développée par le BNCE-Togo, sans s'écarter du droit, ne suit pas toujours la procédure prévue par la législation compte tenu de certaines contingences d'ordre pratique. La loi énonce que la médiation intervient au moment où l'enfant est déféré et seul le Procureur de la République a qualité de prendre la décision et d'y recourir conformément à l'article 312 du Code. Dans la pratique, le BNCE-Togo est associé à la procédure dès l'arrestation de l'enfant auprès de l'OPJ en charge du dossier, en compagnie de la victime et des personnes civilement responsables de l'enfant auteur de l'infraction, sans que le Parquet ait nécessairement pris la décision de recourir à la médiation pénale.

La médiation pénale permet d'éteindre le processus judiciaire en arrêtant les poursuites pénales. Elle est réalisée grâce à un partenariat de longue durée avec les unités de police, de gendarmerie et d'OPJ formées par le BNCE-Togo au concept de la justice juvénile restauratrice. D'autres partenaires de la société civile interviennent en tant qu'agents d'exécution (ONG Ange, le Réseau des Organisations de Défense des Droits des Enfants en Conflit avec la Loi (REDOCL) et des partenaires financiers tels que l'Agence Française de Développement (AFD), l'UNICEF-Togo et l'Union Européenne.

La pratique de la médiation pénale a généré des réflexes de protection de l'enfant au niveau des unités de police, de gendarmerie et des OPJ qui, de façon systématique, (re)cherchent le règlement à l'amiable à travers la médiation en dehors des cas de crime et de délit sexuel impliquant les enfants. Elle a permis d'éviter, en attendant l'instruction du dossier, la détention préventive des enfants dont les délais légaux ne sont pas souvent respectés et qui est l'une des causes de la surpopulation carcérale. Par ailleurs, les victimes attendaient pendant longtemps que justice leur soit faite, ce qui engendrait au sein de la communauté des frictions entre la famille de la victime et celle de l'enfant auteur de l'infraction. La médiation a permis, non seulement d'éviter le parcours judiciaire à l'enfant, mais aussi d'apaiser la victime et de restaurer la paix dans la communauté.

*Bureau National Catholique de l'Enfance au Togo, BNCE-Togo une/des ONG sans statut consultatif partage(nt) également les opinions exprimées dans cet exposé.

4. Communication orale lors du Dialogue interactif avec Marta Santos Pais, Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies chargée de la question de la violence à l'encontre des enfants



25^{ème} session du Conseil des droits de l'homme

Genève, 3-28 mars 2014

Point 3: Dialogue interactif avec Marta Santos Pais, Représentante Spéciale du Secrétaire général des Nations Unies chargé de la question de la violence à l'encontre des enfants.

Communication orale conjointe soumise par : *Bureau International Catholique de l'Enfance (BICE), Dominicans for Justice and Peace (Order of Preachers), Make Mothers Matter, International Institute for Child Rights and Development (IICRD), Compagnie des Filles de la Charité de St Vincent de Paul, Marist International Solidarity Foundation, Pastoral do Menor, Brésil, Tertiarios Capucinos, Colombie, Tertiarios Capucinos, Equateur, Instituto de Estudios Comparados en Ciencias Penales, Guatemala, Compromiso desde la Infancia y Adolescencia. Pérou, Observatorio de Prisiones d'Arequipa, Pérou, Dignité et Droits de l'Enfant en Côte d'Ivoire, Bureau National Catholique de l'Enfance au Mali, Bureau National Catholique de l'Enfance en RD Congo, et Bureau National Catholique de l'Enfance au Togo.*

Le BICE, ses partenaires et les ONG cosignataires remercient les différents panélistes pour la qualité de leurs interventions.

L'accès à la justice, notamment des enfants, nécessite d'abord un **cadre juridique spécifique** conforme aux normes et standards internationaux. Très souvent, la spécificité ignore **l'adaptation du cadre à l'enfant** alors que l'adéquation entre spécificité et adaptation est fondamentale pour tenir compte des besoins spécifiques de l'enfant, de ses caractéristiques spécifiques telles que son âge, son degré de vulnérabilité, son potentiel de résilience, son niveau de maturité, ses valeurs personnelles, sa situation sociale, et les circonstances de la commission de l'infraction lorsqu'il est en conflit avec la loi. L'équilibre né de la spécificité et de l'adaptation est tout aussi important pour le respect des garanties procédurales, de la vie privée et familiale et de la dignité de l'enfant. L'adaptation tient au dispositif de mise en œuvre du cadre juridique. A cet effet, l'assistance juridique est l'un des leviers de l'accès à la justice.

Au **Togo**, la médiation pénale comme méthode de traitement extrajudiciaire aboutit à des résultats probants car elle épargne les enfants en conflit avec la loi d'un parcours judiciaire traumatisant. Toutefois, le gouvernement togolais devrait **généraliser cette pratique sur toute l'étendue du territoire, notamment à travers la mise en place du Conseil National de l'Aide Juridictionnelle et des Bureaux d'Aide Juridictionnelle (BAJ) prévus par la récente Loi du 24 mai 2013 sur l'aide juridictionnelle.**

En **Equateur**, même si les garanties judiciaires sont globalement respectées, leur mauvaise interprétation pousse certains acteurs à considérer la collaboration d'un adolescent en conflit avec la loi à l'enquête judiciaire le concernant comme valant aveu de culpabilité. Par ailleurs, l'assistance juridique, lorsqu'elle est fournie, n'est pas fondée sur une approche basée sur le droit puisque les adolescents bénéficiaires sont considérés comme des « *pobrecitos* ». En outre, l'assistance juridique est l'œuvre des défenseurs publics numériquement insuffisants et peu spécialisés sur les droits de l'enfant, de sorte que les investigations présentées au juge sont souvent incomplètes et la défense publique s'arrête souvent en première instance. Aussi, le pays n'est-il pas doté de tribunaux spécialisés pour les enfants.

Le gouvernement équatorien devrait :

- **clarifier, en faveur de la réforme en cours du Code de l'Enfance et de l'Adolescence de 2002, les garanties judiciaires, y compris pour les adolescents en conflit avec la loi, quelle que soit la nature de l'infraction commise ;**
- **définir précisément les éléments incompressibles d'une enquête judiciaire concernant un adolescent en conflit avec la loi ;** et
- **mettre en place des tribunaux spécialisés pour les enfants.**

En **Colombie**, alors que près de 90% des adolescents du Système de Responsabilité Pénale pour les Adolescents (SRPA) ont un problème de consommation ou d'addiction à la drogue ou encore une pathologie mentale, il n'y a pas suffisamment de programmes spécialisés pour les accompagner même si l'Institut Colombien du Bien-être Familial (ICBF) finance quelques places dans des hôpitaux psychiatriques. L'absence de dispositif de mise en œuvre de la Loi 1098 de 2006 contraint les juges à faire le choix, malgré eux, de la privation de liberté à cause de l'insuffisance de programmes socio-éducatifs lorsque l'une des mesures de substitution à la privation de liberté est prononcée. En Colombie, le suivi de la mise en œuvre des décisions de justice se résume à quelques actions ponctuelles réalisées dans un délai de 3 à 6 mois.

Le gouvernement colombien devrait :

- **articuler et compléter le SRPA avec d'autres programmes institutionnels, notamment de santé, garantissant l'insertion socioéconomique effective de l'adolescent soutenu par sa famille, afin que les situations de crise et de vulnérabilité l'affectant soient minimisées ;**
- **favoriser les liens adolescents-famille et converger les efforts vers leur intégration à la « *Red Juntos* », et leur participation à des programmes nationaux pertinents, comme celui de « *cultura de la legalidad* ».**
- **Opérationnaliser le programme post-institutionnel de l'ICBF destiné aux adolescents qui sortent des *Centros de Atención Especializada e internados abiertos*.**

Les organisations signataires voudraient exhorter les Etats à accepter et à soutenir la recommandation du Comité des droits de l'enfant visant à demander au Secrétaire général des Nations Unies d'entreprendre une **Etude Globale sur les enfants privés de liberté** dans le but de recueillir des données et statistiques complètes dans toutes les régions du monde sur les enfants privés de liberté, de partager les bonnes pratiques et de formuler des recommandations pour des mesures effectives de prévention des violations des droits des enfants en détention et de réduire le nombre d'enfants privés de liberté à travers le monde.

Enfin, les organisations cosignataires se réjouissent de l'entrée en vigueur en avril 2014 du Protocole facultatif à la CDE sur les communications et appellent les Etats qui ne l'ont pas encore fait à y adhérer pour renforcer l'accès des enfants à la justice.

5. **Communication orale lors du Dialogue interactif avec Najat Maalla M'jid, Rapporteuse spéciale des Nations Unies sur la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie impliquant des enfants**



25^{ème} session du Conseil des droits de l'homme
Genève, 3-28 mars 2014

Point 3: Dialogue interactif avec Najat Maalla M'jid, Rapporteuse spéciale sur la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants

Communication orale conjointe soumise par : **Bureau International Catholique de l'Enfance (BICE)**, **Dominicans for Justice and Peace (Order of Preachers)**, **Make Mothers Matter**, et **International Institute for Child Rights and Development (IICRD)**.

Le BICE tient à féliciter la Rapporteuse spéciale sur la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants, Madame Najat Maalla M'jid pour le travail accompli pendant les 6 années de son mandat.

Le rapport souligne que le **caractère transfrontalier de ces crimes** est l'un des principaux obstacles à la poursuite des auteurs, à l'identification des victimes et à l'aide qui pourrait leur être apportée.

Question : Quels types de coopération les Etats devraient-ils mettre en place ? Quelles seraient les composantes du dispositif devant servir de support à cette coopération ? Quelles structures mettre en place ou renforcer au niveau international pour une réelle interopérabilité des différents acteurs engagés dans la lutte contre ces phénomènes ?

La Rapporteuse souligne le danger représenté par **l'adoption illégale**, qui est souvent lié à la vente d'enfants. A la suite des résolutions 22/7 et 19/9 du Conseil sur l'enregistrement des naissances et droit de chacun à la reconnaissance en tout lieu de sa personnalité juridique, le BICE exhorte les Etats à une meilleure sensibilisation à l'enregistrement des naissances, y compris l'enregistrement tardif, et la délivrance des actes de naissances pour réduire la vulnérabilité des enfants à de telles pratiques et réduire les risques de transferts nationaux et internationaux. Le BICE a contribué à cet effet au rapport de la HC sur les obstacles à l'enregistrement des naissances avec des exemples de la Côte d'Ivoire, du Togo et du Mali.

Pour réduire la **vulnérabilité grandissante des familles**, comme c'est le cas notamment en Europe de l'Est, la Rapporteuse spéciale recommande à juste titre que priorité soit accordée au soutien aux familles pour les aider à s'acquitter de leurs responsabilités et à exercer leurs capacités parentales. C'est pourquoi le BICE et son partenaire russe « Initiative Civile » ont mis en place un dispositif de soutien à la parentalité dans la région de Tcheliabinsk, dans les quartiers défavorisés et criminogènes de la ville de Zlataoust. Grâce à l'« Ecole des parents », la cellule familiale est plus soudée, ce qui permet de faire face aux risques de rupture familiale et sociale, terreau fertile sur lequel prospèrent abus et exploitation sexuels, addiction et criminalité.

Dans le cadre d'une **justice spécialisée, attentive et adaptée aux enfants**, la coordination des efforts de la police, du système judiciaire et de l'action sociale est primordiale pour une meilleure protection des enfants. Le BICE en partenariat avec la *Voix de l'Enfant* a mis en place à Moscou au sein de « Otradnoye », une **Unité d'Accueil Psychologique** - comparable aux services médico-légaux qui reçoivent les témoignages des enfants victimes en France - où l'opinion et les émotions de l'enfant sont entendues par un personnel psychologique et judiciaire formé sur le recueil des témoignages de l'enfant en justice.

Par ailleurs le BICE est du même avis que la Rapporteuse spéciale lorsqu'elle souligne que la **faiblesse des capacités** mine la lutte contre toute forme de sévices, de violence et d'exploitation des enfants, et la prise en charge les victimes. Au Pérou, en Argentine, en RD Congo, au Mali, au Togo et au Cambodge, le BICE renforce les capacités des psychologues, des travailleurs sociaux mais aussi des juges, des Procureurs et des avocats sur l'identification, les ressorts émotionnels, la protection des victimes et la poursuite des auteurs. A cet effet, le BICE appelle les Etats à allouer aux institutions sociales, policières et judiciaires les moyens financiers nécessaires.

6. Communication orale lors de la Journée de discussion sur les droits de l'enfant dans le cadre du panel sur l'accès des enfants à la justice



25^{ème} session du Conseil des droits de l'homme

Genève, 3-28 mars 2014

Point 3: Débat annuel d'une journée sur les droits de l'enfant : l'accès des enfants à la justice

Communication orale conjointe soumise par : *Bureau International Catholique de l'Enfance (BICE), Dominicans for Justice and Peace (Order of Preachers), Make Mothers Matter, International Institute for Child Rights and Development (IICRD), Compagnie des Filles de la Charité de St Vincent de Paul, Marist International Solidarity Foundation, Pastoral do Menor (Brésil), Tertiarios Capucinos (Colombie), Tertiarios Capucinos (Equateur), Instituto de Estudios Comparados en Ciencias Penales (Guatemala), Compromiso desde la Infancia y Adolescencia (Pérou), Observatorio de Prisiones d'Arequipa (Pérou), Dignité et Droits de l'Enfant en Côte d'Ivoire, Bureau National Catholique de l'Enfance au Mali, Bureau National Catholique de l'Enfance en RD Congo, et Bureau National Catholique de l'Enfance au Togo.*

Le BICE, ses partenaires et les ONG cosignataires remercient les différents panélistes pour la qualité de leurs interventions.

L'accès à la justice, notamment des enfants, nécessite d'abord un **cadre juridique spécifique** conforme aux normes et standards internationaux. Très souvent, la spécificité ignore **l'adaptation du cadre à l'enfant** alors que l'adéquation entre spécificité et adaptation est fondamentale pour tenir compte des besoins spécifiques de l'enfant, de ses caractéristiques spécifiques telles que son âge, son degré de vulnérabilité, son potentiel de résilience, son niveau de maturité, ses valeurs personnelles, sa situation sociale, et les circonstances de la commission de l'infraction lorsqu'il est en conflit avec la loi. L'équilibre né de la spécificité et de l'adaptation est tout aussi important pour le respect des garanties procédurales, de la vie privée et familiale et de la dignité de l'enfant. L'adaptation tient au dispositif de mise en œuvre du cadre juridique. A cet effet, l'assistance juridique est l'un des leviers de l'accès à la justice.

Au **Togo**, la médiation pénale comme méthode de traitement extrajudiciaire aboutit à des résultats probants car elle épargne les enfants en conflit avec la loi d'un parcours judiciaire traumatisant. Toutefois, le gouvernement togolais devrait **généraliser cette pratique sur toute l'étendue du territoire, notamment à travers la mise en place du Conseil National de l'Aide Juridictionnelle et des Bureaux d'Aide Juridictionnelle (BAJ) prévus par la récente Loi du 24 mai 2013 sur l'aide juridictionnelle.**

En **Equateur**, même si les garanties judiciaires sont globalement respectées, leur mauvaise interprétation pousse certains acteurs à considérer la collaboration d'un adolescent en conflit avec la loi à l'enquête judiciaire le concernant comme valant aveu de culpabilité. Par ailleurs, l'assistance juridique, lorsqu'elle est fournie, n'est pas fondée sur une approche basée sur le droit puisque les adolescents bénéficiaires sont considérés comme des « *pobrecitos* ». En outre, l'assistance juridique est l'œuvre des défenseurs publics numériquement insuffisants et peu spécialisés sur les droits de l'enfant, de sorte que les investigations présentées au juge sont souvent incomplètes et la défense publique s'arrête souvent en première instance. Aussi, le pays n'est-il pas doté de tribunaux spécialisés pour les enfants.

Le gouvernement équatorien devrait :

- **clarifier, en faveur de la réforme en cours du Code de l'Enfance et de l'Adolescence de 2002, les garanties judiciaires, y compris pour les adolescents en conflit avec la loi, quelle que soit la nature de l'infraction commise ;**
- **définir précisément les éléments incompressibles d'une enquête judiciaire concernant un adolescent en conflit avec la loi ; et**
- **mettre en place des tribunaux spécialisés pour les enfants.**

En **Colombie**, alors que près de 90% des adolescents du Système de Responsabilité Pénale pour les Adolescents (SRPA) ont un problème de consommation ou d'addiction à la drogue ou encore une pathologie mentale, il n'y a pas suffisamment de programmes spécialisés pour les accompagner même si l'Institut Colombien du Bien-être Familial (ICBF) finance quelques places dans des hôpitaux psychiatriques. L'absence de dispositif de mise en œuvre de la Loi 1098 de 2006 contraint les juges à faire le choix, malgré eux, de la privation de liberté à cause de l'insuffisance de programmes socio-éducatifs lorsque l'une des mesures de substitution à la privation de liberté est prononcée. En Colombie, le suivi de la mise en œuvre des décisions de justice se résume à quelques actions ponctuelles réalisées dans un délai de 3 à 6 mois.

Le gouvernement colombien devrait :

- **articuler et compléter le SRPA avec d'autres programmes institutionnels, notamment de santé, garantissant l'insertion socioéconomique effective de l'adolescent soutenu par sa famille, afin que les situations de crise et de vulnérabilité l'affectant soient minimisées ;**
- **favoriser les liens adolescents-famille et converger les efforts vers leur intégration à la « *Red Juntos* », et leur participation à des programmes nationaux pertinents, comme celui de « *cultura de la legalidad* ».**
- **Opérationnaliser le programme post-institutionnel de l'ICBF destiné aux adolescents qui sortent des *Centros de Atención Especializada e internados abiertos*.**

Les organisations signataires voudraient exhorter les Etats à accepter et à soutenir la recommandation du Comité des droits de l'enfant visant à demander au Secrétaire général des Nations Unies d'entreprendre une **Etude Globale sur les enfants privés de liberté** dans le but de recueillir des données et statistiques complètes dans toutes les régions du monde sur les enfants privés de liberté, de partager les bonnes pratiques et de formuler des recommandations pour des mesures effectives de prévention des violations des droits des enfants en détention et de réduire le nombre d'enfants privés de liberté à travers le monde.

Enfin, les organisations cosignataires se réjouissent de l'entrée en vigueur en avril 2014 du Protocole facultatif à la CDE sur les communications et appellent les Etats qui ne l'ont pas encore fait à y adhérer pour renforcer l'accès des enfants à la justice.

7. Communication orale d'Abraham Bengaly, Président du BNCE-Mali et Vice-président du BICE lors de la Journée de discussion sur les droits de l'enfant dans le cadre du panel sur l'accès des enfants à la justice



25^{ème} session du Conseil des droits de l'homme

Genève, 3-28 mars 2014

Point 3: Débat annuel d'une journée sur les droits de l'enfant : l'accès des enfants à la justice

Thème : "Les défis et les bonnes pratiques à l'accès des enfants à la justice au Mali: le cas des enfants vivant dans l'extrême pauvreté, des filles migrantes et des enfants victimes des conflits"¹⁰

Je ne saurais commencer mes propos sans exprimer toute l'émotion que je ressens à me trouver parmi vous : hommes et femmes de sciences et de cœurs, qui avez décidé de dédier vos efforts à la cause la plus noble qui existe : celle de procurer aux enfants de notre planète singulièrement aux plus vulnérables, le minimum indispensable pour vivre dans la dignité.

Qu'il me soit permis au nom du Bureau International Catholique de l'Enfance (BICE) , du Bureau Nationale Catholique de l'Enfance (BNCE-Mali) et des millions d'enfants maliens qui souffrent aujourd'hui dans leurs âmes et dans leur chairs à cause des affres du conflit armé et ceux de l'extrême pauvreté , de remercier le Conseil des Droits de l'Homme pour cette initiative heureuse .

Notre rencontre se tient à un moment où l'opinion internationale reste préoccupée par la situation des droits de l'homme dans notre pays qui vient de traverser une crise sans précédent de son histoire.

En effet, notre pays, le Mali, est parmi ceux qui affrontent aujourd'hui les défis de la protection des droits humains fondamentaux , de la lutte contre l'impunité et du rétablissement de l'état de droit qui passent inexorablement par l'accessibilité à la justice pour tous.

En prenant la parole ce matin devant cette auguste assemblée, je pense à ces milliers d'enfants de plus en plus nombreux hélas ! qui dans nos villes et villages se heurtent aux nombreux obstacles pour accéder à la justice. Parmi ceux-ci, les enfants victimes de la crise, les enfants vivant dans l'extrême pauvreté et les filles migrantes retiennent fortement notre attention.

Aussi, est-il besoin de souligner que les enfants constituent l'une des catégories les plus importantes affectées durement par la crise malienne. En effet, la recrudescence des

¹⁰ Dr. Abraham BENGALY, Président du Bureau national catholique de l'Enfance du Mali, BNCE Mali, et Vice Président du Bureau International Catholique de l'Enfance, Bureau International Catholique de l'Enfance, BICE. .

violences et de l'insécurité dans le nord a considérablement augmenté le risque d'abus et de violation des droits des enfants. De nombreux enfants figurent parmi les victimes de la crise. L'utilisation des enfants par les groupes armés a eu pour conséquence un nombre important d'arrestation de mineurs depuis le début de la crise. Certains ont réintégré leur famille après avoir séjourné dans les centres de transit dont celui du Bureau National Catholique de l'Enfance (BNCE) d'autres sont encore en détention.

La protection des enfants qui était à bien des égards préoccupante bien avant la crise reste d'actualité. Il s'agit notamment du cas des enfants vivant dans la pauvreté et du cas des filles migrantes

Tout d'abord, il faut rappeler que la pauvreté est présente au Mali comme dans la quasi-totalité des pays africains. Dans les milieux urbains défavorisés à Bamako, Sikasso, Ségou, San, Mopti, Gao, Tombouctou, Kidal de nombreux enfants issus de familles désunies, monoparentales ou recomposées vivent dans l'extrême pauvreté. Poussés par le dénuement total, ils sont marginalisés et adoptent en conséquence des stratégies de survie. Le risque est élevé pour ceux-ci d'entrer en conflit avec la loi. Généralement âgés entre 13 ans et 18 ans, très vulnérables, ils nécessitent un accompagnement aussi bien juridique, qu'éducatif et social.

Par ailleurs il se trouve que dans les zones rurales, la pauvreté extrême, la précarité, la recherche du mieux-être, la fuite face aux us et coutumes dans les campagnes, la déscolarisation précoce, l'absence de formation professionnelle, poussent de plus en plus les jeunes filles à migrer vers les grandes villes du pays à la recherche de travail domestique. Ignorantes et naïves dans la majorité des cas, elles sont victimes d'abus sexuels, d'exploitation par le travail et de mauvais traitement.

Ainsi ces filles migrantes, deviennent victimes de plusieurs tentations notamment le vol et la prostitution. Lorsqu'elles tombent enceintes la tentation d'avorter est toujours présente. Lorsqu'elles accouchent, la tentation d'abandonner leurs enfants ou les tuer est souvent forte.

L'exclusion, l'abandon par le présumé père de l'enfant connu ou inconnu font que les jeunes filles migrantes devenues mères au gré des circonstances se trouvent dans une situation d'extrême fragilité. En agissant contre la loi, elles espèrent retrouver leur vie d'enfant. Malheureusement dans la majorité des cas, elles entrent ainsi en conflit avec la loi et deviennent par la suite privées de leur liberté.

En raison du statut de vulnérabilité et de leur état de dépendance, l'accès de ces catégories d'enfant à la justice demeure entravé par de sérieux obstacles.

1. Les défis

Les obstacles aux quels se heurtent ces trois catégories d'enfants pour accéder à la justice sont effectivement nombreux. Ils ont à la fois d'ordres juridiques, institutionnels et socio culturels.

De façon générale, la complexité du système de justice fait que les enfants ont du mal à le comprendre. Les enfants ignorent souvent leurs droits et les services qui existent car ils ne détiennent pas les informations voulues pour savoir où aller ou vers qui se tourner pour obtenir des conseils et une aide. Dans le système judiciaire malien on note l'absence de juridiction spécialisée pour mineurs dans presque toutes les régions du pays. Mise à part la capitale Bamako, il n'existe pas encore de Tribunaux pour enfants

dans le reste du pays. Pour le moment l'Etat s'est contenté de nommer des juges pour enfants dans chaque Tribunal de Première Instance.

A cette difficulté d'accéder à un juge spécialisé sur les droits de l'enfant, s'ajoutent de nombreuses autres difficultés liées à la procédure. Il s'agit des lenteurs et du désintérêt de certains avocats. En outre dans la plupart des cas, la défense de l'enfant en conflit avec la loi est mal assurée en raison de la non- maîtrise du dossier de l'enfant par l'avocat commis d'office. Sans être exhaustif on peut citer entre autres manifestations de la non-maitrise du dossier de l'enfant en conflit avec la loi : ***les investigations incomplètes ou partielles, la non prise en compte des besoins de l'enfant, de son potentiel de résilience et de son évolution comportementale, sa non participation à l'enquête ou à la procédure, ou peut-être le manque de temps simplement à cause du nombre important de dossiers...***

A coté de ces obstacles juridiques et institutionnels, persistent les obstacles socioculturels. Il faut préciser qu'une fois en conflit avec la loi, les enfants sont abandonnés à cause du déshonneur qu'ils causent à la famille. Le plus souvent, ils sont stigmatisés dans leurs communautés après leur libération. Ces différents facteurs freinent l'élan de nombreuses personnes assurant la tutelle des enfants victimes des violations de leurs droits fondamentaux à saisir le juge.

Au Mali, le juge n'est sollicité qu'en dernier recours, lorsque les moyens de régulation et de négociation sont épuisés et qu'aucune issue satisfaisante n'a été dégagée pour les parties. En outre, il est socialement et culturellement inacceptable que des enfants portent plaintes et demandent réparation. Ceux qui le font courent un risque élevé de représailles, notamment sous la forme d'actes de violence, d'intimidation, d'exclusion ou d'ostracisme.

Malgré un tel contexte socio-culturel hostile à l'accès des enfants à la justice institutionnelle, le BNCE-Mali avec l'appui et l'accompagnement du BICE a pu réaliser quelques pratiques significatives.

2. Bonnes pratiques

A présent il me revient à cette tribune et j'en assume agréablement la charge de vous livrer quelques bonnes pratiques réalisées par notre organisation, le Bureau national catholique de l'enfance du Mali organisation membre du Bice. Face à leur succès notre espoir est immense d'en généraliser.

Les pratiques significatives en matière d'accès des enfants à la justice portent sur le renforcement des capacités des acteurs de la justice, l'assistance juridique et judiciaire, le plaidoyer et le travail en synergie avec les autres acteurs intervenant dans la protection de l'enfance.

S'agissant du renforcement des capacités des acteurs de la justice :

Depuis plus de deux décennies, le BICE s'est investi dans le renforcement des acteurs de la justice en Afrique et principalement au Mali. Les formations englobent des disciplines multiples telles que les droits de l'enfant sur le plan régional et international, la psychologie de l'enfant et la résilience.

Ayant fait le constat que la procédure pénale suivie en matière de justice des mineures même si elle présente des similitudes avec celle du droit commun comporte des

spécificités en raison de la situation et des besoins particuliers d'un mineur, le BICE a entrepris l'élaboration d'un Recueil sur la minorité pénale au Mali.

Le BNCE-Mali a entrepris des actions qui ont permis de mettre ce document de référence et de travail à la disposition de nombreux acteurs intervenant dans la protection de l'enfant au Mali (magistrats, la police, surveillant de prisons, travailleurs sociaux...)

Actuellement, le BNCE au Mali met aussi en œuvre un projet de formation des parents et des communautés aux droits de l'enfant afin qu'un enfant en contact ou en conflit avec la justice puisse être bien suivi et accompagné par ses proches.

Ces actions qui visent le développement d'un environnement protecteur de l'enfant ont été renforcées par la pratique de l'assistance juridique.

En ce qui concerne l'assistance juridique et judiciaire

Le BNCE-Mali apporte de façon constante une assistance juridique et judiciaire aux enfants privés de liberté au niveau des commissariats de police, des tribunaux de ses zones d'intervention (Bamako, Ségou, Sikasso et Mopti). Celle-ci porte sur plusieurs actions : la confrontation des renseignements avec les données obtenues lors de l'écoute du mineur afin de déterminer si les droits de l'enfant privé de liberté ont été respectés, la vérification à l'effet de savoir si le civilement responsable de l'enfant a été informé de son arrestation, la recherche des parents et des civilement responsables en cas de besoin, l'information des parties de la possibilité de régler le litige par voie de médiation pénale au niveau du Parquet si les faits reprochés à l'enfant constituent un délit, l'assistance de l'enfant à l'audition en cas d'absence de ses parents.

En ce qui concerne l'équipement et de la rénovation des quartiers pour mineurs

Le BNCE-Mali a doté les quartiers pour mineurs de registres permettant de recueillir les coordonnées des enfants incarcérés, leur âge, leurs familles, l'infraction commise et les différentes étapes de la procédure par laquelle passe l'enfant. Ces données facilitent l'assistance juridique de l'enfant ainsi que sa participation et celle de sa famille dans les procédures le concernant.

Par ailleurs, le BNCE-Mali a construit, équipé et rénové plusieurs quartiers pour mineurs au Mali notamment à dans la région de Mopti et de Sikasso. La Brigade des Mœurs de Bamako a bénéficié d'une action de réhabilitation générale en 2009. Elle a consisté à la construction de sanitaires et d'installations des matériels audiovisuels dans les chambres des enfants.

Grace à ses actions du BICE dans les zones d'intervention au Mali la situation de détention des enfants s'est nettement améliorée à Bamako. Le suivi réalisé par les assistants conseil permet de contrôler la mise en œuvre des mesures de détention par les agents de police judiciaires.

S'agissant du plaidoyer auprès des autorités et institutions

Il faut souligner que le BNCE a réalisé diverses actions de plaidoyer **auprès des juges pour mineurs, des services de police, de l'administration pénitentiaire, des services sociaux afin de promouvoir l'accès à la justice des enfants.** Dans le cadre de la mise en œuvre des recommandations du Comité des droits de l'enfant des Nations Unies au Mali, le BICE et le BNCE-Mali mène un plaidoyer permanent auprès des autorités du

Mali en vue de renforcer le travail du tribunal pour enfants à Bamako d'une part et d'autre part de créer des tribunaux pour enfants dans les différentes juridictions du pays. Au cours des rencontres avec les autorités publique le BNCE-Mali insiste sur la nécessité de créer une institution pré juridictionnelle de médiation, comme alternative à la privation de liberté notamment dans ses zones d'intervention (Bamako, Ségou, Sikasso et Mopti) .

En ce qui concerne le travail en synergie avec d'autres intervenants dans la protection de l'enfant.

En plus du plaidoyer, le BNCE-Mali s'est investi dans la mise en place des cadre de concertation ayant pour objet de trouver des solutions aux dysfonctionnements qui obstruent l'accès des enfants à la justice (manque de ressource, absence d'assistance juridique et judiciaire). Cette mutualisation des efforts a permis à de nombreux enfants de bénéficier de l'assistance grâce aux efforts conjugués du BNCE et des partenaires membres du cadre de concertation. Sur la prise en charge au plan de la santé des filles migrantes impliquées dans une procédure judiciaire, le BNCE-Mali a établi des conventions de partenariat avec des centres hospitaliers.

Bonnes pratiques du BICE :

Enfin, il important de mentionner que le BICE dispose également d'un avantage comparatif en matière de bonnes pratiques relatives à l'accès à la justice. Sans être exhaustif on peut évoquer entre autres les initiatives ci-après : la Déclaration Finale du Congrès international du BNCE.Mali tenu du 25 au 26 juin 2013 à Paris sur le thème : justice juvénile : quelle approche socio-éducative et les résultats très encourageants du programme Enfance sans Barreau. Ces bonnes pratiques constituent des bases pour dégager quelques pistes pour l'effectivité de l'accès à la justice des trois catégories d'enfants.

3. Conclusions et recommandations

Dans la perspective conséquente d'actions en faveur de l'accessibilité des enfants à la justice, nous appelons de tous nos vœux la mise en œuvre des mesures ci-après par l'Etat malien :

- a) La mise en place d'un système de justice juvénile opérationnel sur toute l'étendue du territoire.
- b) L'adoption d'une loi spécifique sur l'assistance juridique aux enfants vivant dans l'extrême pauvreté et les enfants victimes de maltraitance.
- c) La promotion de la justice restauratrice (y compris la médiation pénale) afin d'accroître les possibilités de traitement des affaires d'enfants en conflit avec la loi sans recours à des procédures judiciaires
- d) La mise en œuvre des initiatives de formation, de sensibilisation et d'enseignement des droits de l'enfant auprès des leaders communautaires, des personnes responsable du système de justice pour mineurs notamment le juges et aux responsables de l'application de la loi.
- e) La mise en place des mécanismes de plainte pour permettre aux enfants placés en établissement fermé de porter plainte au sujet du traitement qui lui est réservé.
- f) La ratification du protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant établissant une procédure de présentation de communication permettra aux enfants dont les droits ont été violés et ceux qui les soutiennent

de porter plainte auprès du Comité des droits de l'enfant lorsque les mécanismes nationaux ne permettent pas de protéger les droits des enfants.

g) Le renforcement du système judiciaire à recevoir et traiter les plaintes émanant des enfants à travers

h) L'institutionnalisation d'un Médiateur/Défenseur des enfants pour renforcer le système de protection des enfants en lui donnant la possibilité d'examiner de façon indépendante les plaintes des enfants et d'engager une action en justice lorsque leurs droits sont violés.

Je ne saurais conclure mon propos sans rendre hommage aux hommes et aux femmes anonymes aux défenseurs infatigables qui se battent au quotidien pour redonner espoir aux nombreux enfants victimes de la crise ou vivant dans l'extrême pauvreté au Mali et ailleurs dans le monde entier.

8. Communication orale sur l'éducation inclusive des enfants vivant avec handicap



25^{ème} session du Conseil des droits de l'homme

Genève, 3-28 mars 2014

Point 5 : Débat annuel sur les droits des personnes handicapées

Communication orale conjointe soumise par : *Bureau International Catholique de l'Enfance (BICE), Perspektivy (Saint-Petersbourg, Fédération de Russie), Aprel, Kazan, Fédération de Russie, Centre for Curative Pedagogics, Moscou, Fédération de Russie, Droit et Dignité pour les Enfants en Côte d'Ivoire, Centre de Réadaptation physique « Vivre-Debout », Côte d'Ivoire, Centre de Rééducation Sainte-Magdeleine, Côte d'Ivoire, Page-Blanche, Côte d'Ivoire, Fondation Liliane, Côte d'Ivoire, Fédération Nationale des Femmes handicapées de Côte d'Ivoire, Ecole Intégratrice « Grain de Soleil » de BECEDI, Côte d'Ivoire, Arc-en-ciel Gagnoa, Côte d'Ivoire, Agny Youdrê, Côte d'Ivoire, Nouvel Elan, Côte d'Ivoire, Ecole Ivoirienne pour les Sourds (ECIS), Côte d'Ivoire, et Institut National Ivoirien pour la Promotion des Aveugles (INIPA), Côte d'Ivoire.*

Le BICE remercie la Haute Commissaire pour son rapport sur l'éducation inclusive des enfants en situation de handicap, rapport pour lequel le BICE a présenté des contributions relatives à notre travail sur le terrain en Fédération de Russie et en Côte d'Ivoire.

Les co-signataires apprécient **la ratification le 25 septembre 2012** de la Convention relative aux droits des personnes handicapées par la Fédération de Russie et l'adoption le **29 décembre 2012 de la loi sur l'éducation** qui prévoit des dispositions sur l'éducation inclusive des enfants avec handicap. Toutefois, l'application se heurte à plusieurs écueils :

- 1). le dispositif de mise en œuvre, notamment en ce qui concerne le **tutorat**, n'est toujours pas opérationnel. Dès lors, ce sont les **parents des enfants avec handicap** qui l'assurent, forçant ainsi l'un des parents à ne pas travailler, ce qui diminue le pouvoir d'achat de la famille alors que l'aide financière de l'Etat n'est que de 5.500 roubles, soit 110 €.
- 2). la loi ne concerne que les **enfants avec handicaps moteurs** ; ce qui exclut malheureusement les **enfants avec handicaps mentaux**. C'est une préoccupation majeure.
- 3). la **capacité** technique, logistique et pédagogique des classes reste très **limitée** ; même si des établissements scolaires acceptent les enfants avec handicap, ce qui est même très rare, le **matériel pédagogique est inexistant ou inadapté**.

4). la **formation des enseignants** pour la prise en charge à l'école des enfants avec handicap est un problème que la Fédération de Russie a d'ailleurs reconnu devant le Comité des droits de l'enfant en janvier 2014. Seuls 2.300 professionnels ont été formés durant les deux dernières années alors qu'il a été prévu d'en former 24.000 avant 2015.

5). **l'insuffisance de professionnels formés** aggrave la disparité entre les Régions.

6). **L'absence de logistique pour le transport** des enfants avec handicap.

C'est pourquoi les organisations co-signataires formulent les recommandations suivantes :

- **former les enseignants à la prise en charge du handicap et mettre à leur disposition du matériel pédagogique adéquat.**
- **permettre l'accessibilité au droit à l'éducation grâce au développement des transports spécialisés pris en charge par les services sociaux.**
- **éliminer les discriminations qui persistent à la scolarisation des enfants avec handicap dans le cadre de l'éducation inclusive en mettant en place un observatoire de l'éducation inclusive.**
- **évaluer la mise en œuvre de la Loi du 29 décembre 2012 à la fin de l'année 2014 et publier les résultats.**
- **ratifier le protocole facultatif à la Convention relative aux droits des personnes handicapées.**

En **Côte d'Ivoire**, un pas significatif a été franchi avec la ratification de la Convention sur les droits des personnes handicapées le 10 janvier 2014. **L'éducation intégratrice (éducation inclusive)** est prévue dans le **plan d'action 2014-2016** de la politique nationale en faveur des personnes en situation de handicap, avec le renforcement des capacités des enseignants du primaire et du secondaire notamment en langue des signes et en braille ainsi que la mise en place des écoles pilotes. Toutefois ce plan d'action initié par la Direction de la Promotion des Personnes Handicapées du Ministère d'Etat, Ministère de l'Emploi des Affaires Sociales et de la Formation Professionnelle n'est toujours pas validé et adopté en conseil des Ministres de même que le projet de décret portant prévention du handicap et amélioration des conditions socio sanitaires des personnes handicapées.

A cet effet, les organisations signataires recommandent au gouvernement ivoirien de :

- **harmoniser sa législation nationale avec la Convention ratifiée et ratifier le protocole facultatif à la Convention relative aux droits des personnes handicapées.**
- **adopter et opérationnaliser le plan d'action 2014-2016 et prendre le décret relatif à la prévention du handicap et amélioration des conditions socio sanitaires des personnes handicapées.**

Enfin, les organisations signataires réaffirment non seulement le **caractère fondamental du droit à l'éducation accessible à tous les enfants**, y compris lorsqu'ils vivent avec un handicap mais aussi la **justiciabilité du droit à l'éducation** comme l'avait fait le Rapporteur spécial sur le droit à l'éducation dans son rapport de 2013 au Conseil des droits de l'Homme. Il est nécessaire de promouvoir au niveau des Etats la mise en place de mécanismes indépendants et accessibles aux enfants, tels que le médiateur des droits de l'enfant qui pourront surveiller les situations de discrimination et de stigmatisation des enfants avec handicaps dans l'accès à l'éducation inclusive.

9. Communication orale sur la situation des droits de l'Homme au Mali



25^{ème} session du Conseil des droits de l'homme

Genève, 3-28 mars 2014

Point 3: Dialogue interactif avec Suliman Baldo, Expert Indépendant sur la situation des droits de l'Homme au Mali

Le BICE et le Bureau National Catholique de l'Enfance au Mali (BNCE-Mali) saluent le rapport soumis par l'Expert indépendant sur la situation des droits de l'homme au Mali, M. Suliman Baldo.

Malgré l'élection d'un nouveau gouvernement et les efforts engagés par les nouvelles autorités maliennes, nos deux organisations restent préoccupées par l'impact de la crise qu'a vécu le Mali sur la jouissance des droits de l'enfant. Comme le souligne le rapport de M. Suliman Baldo, les enfants ont été soumis à de nouvelles épreuves telles que la **séparation avec les parents, le recrutement par les forces et groupes armés, l'augmentation des violences et abus sexuels** ainsi que la **déscolarisation**.

Face à ces problématiques, le BICE et le BNCE-Mali, en partenariat avec l'UNICEF et Plan-Mali réalisent un projet sur le terrain depuis 2012 afin d'améliorer les conditions de vie des enfants à Tombouctou, Gao, Kidal, Ségou, Mopti, Sikasso et Bamako. Les personnes travaillant en contact des enfants sur les thématiques de protection de l'enfant en situation de crise sont formées sur le soutien psychosocial aux enfants en situation d'urgence, l'éducation, les risques des mines, l'identification, la documentation, la recherche et la réunification des enfants séparés non accompagnés, les enfants victimes de violences sexuelles, et ceux associés aux groupes armés. Nous avons procédé à la recherche des familles, réalisé le regroupement familial et créé des sites récréatifs pour des activités psychosociales au bénéfice de plus de 2.000 enfants.

Toutefois, l'action humanitaire d'urgence n'est pas une solution à long terme. Des réformes sont nécessaires afin d'assurer le bien-être des enfants et leur développement dans la société. Le processus transitionnel de reconstruction du pays doit garantir les droits des enfants, notamment ceux vivants en zones rurales. Pour se faire, le retour des enfants à l'école doit être une priorité, avec une attention particulière aux filles, y compris dans la partie septentrionale. Il est nécessaire que des ressources suffisantes soient allouées à la reconstruction des écoles détruites afin que celles-ci soient de nouveau opérationnelles.

De plus, nos organisations rappellent l'importance de faciliter la réinsertion des enfants enrôlés dans les groupes et forces armés. Le **7 février 2013**, l'Etat malien a adopté une **Circulaire Interministérielle relative à la prévention, la protection et le retour en famille des enfants Associés aux Forces et Groupes Armés**. A cela s'ajoute la signature du **Protocole pour la libération, le transfert et la protection des enfants associés aux forces et groupes armés en juillet 2013**. *Nos organisations souhaiteraient savoir de la part de l'Expert Indépendant, les résultats concrets auxquels la mise en œuvre de ces instruments a abouti.*

Enfin, comme l'indique le rapport, l'impunité est un fait majeur. Elle est préjudiciable aux enfants, qui ont été durement touchés par les violences pendant la guerre. Les filles ont notamment subi des violences sexuelles sans que les auteurs ne soient inquiétés par la justice.

Nos organisations relayent ainsi les recommandations de l'Expert Indépendant appelant l'Etat malien à affecter des ressources suffisantes à tous les échelons du processus judiciaire afin que les coupables soient poursuivis et punis et les victimes protégées, accompagnées et indemnisées. Dans ce cadre, il est nécessaire d'amorcer une réforme du système judiciaire afin qu'il soit adapté et accessible aux mineurs. Nos organisations appellent les autorités maliennes à « **réhabiliter** » le **Code de l'enfant qui souffre actuellement de controverses juridiques**.

10. Oral Statement on the Human Rights Situation in Colombia and Guatemala



25th session of the Human Rights Council

Geneva, 3-28 March 2014

Item 2: United Nations Secretary General/High Commissioner for Human Rights Country Reports (Colombia and Guatemala)

The **International Catholic Child Bureau (BICE)**, the Tertiary Capuchins of Colombia, the Institute of Comparative Studies in Criminal Sciences in Guatemala (ICCPG), would like to address the administration of juvenile system challenges in Colombia and Guatemala.

Colombia

In a written statement submitted to this session of the Council, BICE and the Tertiary Capuchins of Colombia pointed out the shortcomings of the juvenile justice system in the country. We referred to the weaknesses of the 2006 Act n°1098 on Children and Adolescents revealed by a 6-year evaluation process conducted by the Ministry of Interior, the Colombian Institute of Family Welfare (ICBF), the Criminal Responsibility System (SRPA) operators, the Attorney General's Office, the Ombudsman, the General Prosecutor's Office, and many other stakeholders, including UNICEF and NGOs. Besides incoherencies within the child legal framework and the lack of technical programming orientations to ICBF, the outcomes addressed the lack of justice decisions implementation and monitoring tools as well as the pressing need to strengthen the capacities of State justice actors. As highlighted in the OHCHR-Colombia's report, the administration of juvenile justice is suffering from the absence of case mapping; overburdened prosecutors and lack of investigators; insufficient prosecutor protection capacity; gaps in legal knowledge, especially to provide legal assistance to adolescents in conflict with the law. Whilst an adolescent is in conflict with the law, the criminal system tends to prioritize punishment and deprivation of liberty rather than prevention, rehabilitation and restoration due to the lack of deviation, alternative measures to the deprivation of liberty and reintegration mechanisms. As a result, detention centres are overcrowded.

The co-signing organisations call on the government of Colombia:

- **To reform the 2006 Act based of the assessment made;**
- **To adopt a rights-based approach and implement child-sensitive programmes so as to achieve non-recidivism and to attain the objectives of the Children and Adolescent Integral Protection Doctrine.**

Guatemala

Criminal proceedings concerning adolescents are unreasonably long and can reach one year and half in contradiction to the statutory 2 months maximum. Therefore, juvenile detention centres are overcrowded due to long-lasting pre-trial detentions as mentioned in the OHCHR-Guatemala's report.

Nevertheless, significant efforts have been made by the government to establish 19 courts that have jurisdiction in juvenile criminal justice as well as one *juzgado pluripersonal* that controls the implementation of judicial decisions. However,

- i) adolescents performing custodial measures are chained and transferred to the capital by the police and have to go under police control in each municipality, which endanger their health and physical integrity;
- ii) access to justice, including visits to adolescents in custody, for remote communities, especially indigenous communities implies transportation, food and housing costs, since both detention centres and the *juzgado pluripersonal* for sanction review hearings are located in the capital Guatemala;
- iii) absence or insufficiency of interpretation for indigenous communities impedes effective access to justice.

The co-signing organisations recommend that the government of Guatemala:

- **To focus on non custodial measures so that adolescents can perform substitution to deprivation of liberty measures in their own region and enjoy visits and support of their family without undue cost;**
- **To set up a child-friendly videoconferencing system for sanction review hearings in order to avoid discrimination to access to justice based on economic resources.**

11. Oral Statement on the Call for a Global Study on Children Deprived of Liberty



25th session of the Human Rights Council

Geneva, 3-28 March 2014

Item 3: Annual Full-Day Meeting on the Rights of the Child

Joint oral statement submitted by: *Defence for Children International (DCI); Human Rights Watch (HRW); African Child Policy Forum (ACPF); **International Catholic Child Bureau (ICCB)**; Penal Reform International (PRI); Association for the Prevention of Torture (APT); International Juvenile Justice Observatory (IJJO); Coram Children's Legal Centre; Plan International; Consortium for Street Children; Terre des Hommes International Federation; Global Initiative to End All Corporal Punishment of Children; World Organization Against Torture (OMCT); Casa Alianza (Switzerland); Geneva Infant Feeding Association - International Baby Food Action Network (IBFAN-GIFA); Our Children Foundation; Institut international des Droits de l'Enfant (IDE); Child Helpline International (CHI); Child Rights International Network (CRIN); International Detention Coalition (IDC); Geneva Infant Feeding Association - International Baby Food Action Network (IBFAN-GIFA); Our Children Foundation; War Child Holland (WCH).*

We would like to thank the Human Rights Council for the chance to make this statement, and we welcome the opportunity to call upon the members of the United Nations Human Rights Council to agree and support the recommendation of the Committee on the Rights of the Child, to request that the United Nations Secretary-General undertake a **GLOBAL STUDY ON CHILDREN DEPRIVED OF LIBERTY**.

There is a great lack of quantitative and qualitative data (particularly disaggregated data), research and verified information on the situation of children deprived of their liberty. Deprivation of liberty has very negative consequences for the child's harmonious development and is to be a "*measure of last resort and for the shortest appropriate period of time*". Children are to have access to a competent court with effective power to determine the lawfulness of their detention.

Children deprived of liberty are exposed to increased risks of abuse, violence, acute social discrimination and denial of their civil, political, economic, social and cultural rights; certain disadvantaged groups are more affected than others; and society is affected at large as deprivation of liberty tends to increase social exclusion, recidivism rates and public expenditure. To avoid these further risks of human rights violations in detention, independent and child-friendly complaint mechanisms are to be put in place in institutional settings, to be able to make a request or file a complaint regarding their treatment. Furthermore, independent monitoring mechanisms are to be established, to conduct regular and unannounced visits to places where children are deprived of liberty. Call for a Global Study on Children Deprived of Liberty contact@childrendeprivedofliberty.info - www.childrendeprivedofliberty.info

A Global Study on Children deprived of liberty will aim to:

- ◆ Collect quantitative and qualitative **data and statistics** on children deprived of their liberty, addressing gender, age, vulnerable groups, and disparities (e.g., urban/rural, regions, ethnic groups).
- ◆ Describe the **situation of children in detention** facilities and the use and abuse of deprivation of liberty, considering international human rights law and standards;
- ◆ Explain the **key concepts** which are related to children's rights and deprivation of liberty. Aim to inform, and to promote greater commitment to improving justice systems, and the enjoyment of rights.
- ◆ Analyse the effective application of **prevention measures** and **alternative measures** that ensure that detention is used only as a last resort (privileging diversion & restorative justice, inter alia), and leads to adequate rehabilitation measures;
- ◆ Formulate **recommendations and good practices** to implement standards, as well as reduce the number of children deprived of their liberty.

We kindly request members of the United Nations Human Rights Council to support the launch and execution of this Global Study on Children Deprived of Liberty, and support colleagues at the United Nations General Assembly in requesting the United Nations Secretary General to conduct such an in-depth Study, through the appointment of an Independent Expert - to work in collaboration with the UN Interagency Panel on Juvenile Justice (IPJJ), UN agencies, State members, civil society organisations, academia and children themselves, as well as all other relevant partners.

12. Oral Statement on the Ratification of the Third Protocol to United Nations Convention on the Rights of the Child

25th session of the Human Rights Council

Geneva, 3-28 March 2014

Item 3: Annual full-day Meeting on the Rights of the Child on Access to Justice for Children

Joint oral statement submitted by: *Child Rights Coalition Asia (CRC Asia), Groupe des ONG pour la Convention relative aux droits de l'enfant, Child Rights International Network (CRIN), Eurochild, Kindernothilfe, Plan International, Red latinoamericana y caribeña por la defensa de los derechos de los niños, niñas y adolescentes (Redlamyc), Save the Children, Terre des Hommes International Federation, International Catholic Child Bureau and World Vision.*

The following statement is made on behalf of ten non-governmental organisations forming the Steering Committee of **Ratify OP3 CRC – International Coalition for the Optional Protocol to the Convention on the Rights of the Child on a Communications Procedure**, which represents over 70 international, regional and national non-governmental organisations and networks working on child rights.

The Optional Protocol to the Convention on the Rights of the Child on a Communications Procedure (OP3 CRC) has now been ratified by ten States, meaning that it will enter into force on 14 April 2014.

With this unique quasi-judicial complaint and inquiry mechanism, the international community strongly reaffirms that children are full rights-holders. It allows victims to seek justice internationally when they could not get redress for violations of their rights nationally.

OP3 CRC does not entail new rights, rather, it gives concrete meaning to the rights States already committed to when they ratified the Convention on the Rights of the Child and/or its first two Optional Protocols. It upholds children's right to an effective remedy. Until now, the UN Convention on the Rights of the Child was the only core international human rights treaty that had no such mechanism. While we welcome the upcoming entry into force of OP3 CRC, we are concerned that access to justice will only become a tangible reality for all children around the world if States join the first ten States parties.

As discussed today, children face many obstacles and challenges in accessing justice. They may be required to act through their parents even in case of a conflict of interest, lack the advice they need, and remedies for violations of their rights may not exist at the national level. They may not be consulted or their views may be disregarded, thus compromising their right to be heard.

OP3 CRC will act as an important and useful tool for States to ensure that their national frameworks are effective in providing access to justice for children at domestic level. Where there are gaps within national systems, the new procedure will allow the Committee on the Rights of the Child to assist States by recommending measures and actions for improvement.

But for these achievements to happen, OP3 CRC must be ratified by national governments. Our Coalition therefore urges States to ratify this new treaty without delay.

13. Oral Statement on the Universal Periodic Review (UPR) Mechanism



25th Session of the Human Rights Council Geneva, 3-28 March 2014

Item 6: Universal Periodic Review (UPR) - General Debate

Joint oral statement submitted by: *Istituto Internazionale Maria Ausiliatrice*; *Associazione Comunità Papa Giovanni XXIII*; *Compagnie des Filles de la Charité de St Vincent de Paul*; *Congregation of Our Lady of Charity of the Good Shepherd*; *Dominicans for Justice and Peace (Order of Preachers)*; *Edmund Rice International*; *Franciscans International*; *Good Neighbors International*; **International Catholic Child Bureau**; *International Volunteerism Organization for Women, Education, Development*; *Marist International Solidarity Foundation*; *Mouvement International d'Apostolat des Milieux Sociaux Indépendants*; *Office Internationale de l'Enseignement Catholique*.

IIMA, on behalf of a coalition of 13 NGOs, welcomes the commitment of States to the UPR process in compliance with relevant core documents of GA resolution 60/251 (2006) and HRC resolution 5/1 (2007). While we recognize the progress made by States in ensuring the effective functioning of this mechanism, we express our concern for the lack of follow up on recommendations issued in the previous UPR cycles and we stress the need for a more systematic evaluation on the status of implementation of such recommendations. Therefore, we would like to emphasize, among the new challenges raised by the second UPR cycle, the importance of maintaining consistency and continuity between the dialogue and implementation of recommendations made in subsequent reviews. In fact, we consider that specifically addressing past recommendations and continuing to monitor their progress during succeeding cycles would allow for new recommendations to be made consistently and in a continuous context. As HRC resolution 16/21 states, “subsequent cycles of the review should focus on, inter alia, the implementation of the accepted recommendations and the developments of the human rights situation in the State under review.”¹¹

In order to do so, an effort must be made to ensure a systematic approach to reviewing past recommendations and ensuring that they are taken into account in subsequent recommendations. The improvement of the human rights situation in States under review cannot be truly achieved if measures undertaken by States are not systematically assessed in the light of previous commitments made through the acceptance of relevant

¹¹ HRC Res. 16/21, Annex, § 6.

recommendations. Mister President, the UPR is a cyclical mechanism which is meant to build upon the achievements realized in past years, identifying persistent issues as well as new challenges in the implementation of human rights. This concrete and progressive approach is the guarantee of its success as well as the pre-condition for Civil Society participation in the process. Therefore, in order to ensure continuity and consistency between UPR review cycles, we suggest the Human Rights Council to have a dialogue with Member States to ensure the implementation of past recommendations in a transparent manner.

14. Oral Statement on Children as Equal Actors in Civil Society



25th session of the Human Rights Council

Geneva, 3-28 March 2014

Panel discussion on the importance of the promotion and protection of civil society space

Joint oral statement submitted by: Save the Children, *Casa Alianza Switzerland*, *Child Helpline International*, *Child Rights Information Network (CRIN)*, ***International Catholic Child Bureau (ICCB)***, *International Council of Jewish Women (ICJW)*, *International Council of Women*, *Save the Children* and *World Vision International*.

A strong and independent civil society is essential to promote and hold states to account for the realization of children's rights in both development and humanitarian contexts. This is only possible when there is a wide range of civil society actors, including children, which are able to act freely. But legal, administrative and other restrictions have reduced opportunities for adults and children to undertake a range of public actions.

In line with the Convention on the Rights of the Child, civil society should also be a space for children. Children's capacity to influence on their own terms is largely dependent on the extent to which their civil rights and freedoms are being met.

As part of their civil rights and freedoms, children have the right to freedom of expression. Without access to timely, appropriate and child-friendly public information, children cannot express informed opinions, meaningfully take part in decision-making and claim their rights.

Children also have the rights to freedom of association and peaceful assembly, but children often encounter a number of challenges in forming their own organizations, including registering these organizations. Governments should ensure that the legal framework is conducive to the establishment of child-led organizations, allocate budgets for their functioning and create spaces within decision-making processes for these associations.

Governments can build on emerging good practices on how to involve children. With the support from Save the Children, the Kenyan Government has created the Children's Assembly with structures in all 47 counties, providing a mechanism for children to

engage in policy-making from the local to the national level¹². In Bangladesh, the child-led National Children's Task Force with 20.000 members is providing children the space to engage in a range of activities, including monitoring of service delivery to children¹³.

Children can be effective agents of change, securing genuine improvements in their everyday lives and influencing policies at all levels. We call on Governments to create an enabling environment for children to participate as equal actors in civil society based on the realization of their civil rights and freedoms.

¹² Save the Children (2013), Impact on Child Rights Governance.

¹³ Save the Children (2013), Case study on Child Friendly Local Governance in Bangladesh leads to more investment in children, birth registration and social protection.

15. Oral Statement on the Role of Good Governance and Public Services for Children's Rights



**25th session of the Human Rights Council
Geneva, 3-28 March 2014**

**Items 2 & 3: United Nations High Commissioner for Human Rights/Secretary General
Thematic Reports Followed by General Debate**

Joint oral statement submitted by: *Save the Children, Casa Alianza Switzerland, Child Helpline International, Child Rights Information Network (CRIN), International Catholic Child Bureau (ICCB), International Council of Jewish Women (ICJW), International Council of Women, Save the Children and World Vision International.*

Children, who constitute over 30% of the world's population, are often more dependent on good governance and public services than adults. Every day millions of children go to school, visit a health clinic, benefit from social assistance, or are in contact with the justice system.

The UN Convention on the Rights of the Child (UNCRC) is at the heart of making children's rights children's realities. But the UNCRC cannot make children's rights a reality without good governance, including effective, equitable and resourced public policy and service delivery. Children have different needs than adults. Governments, therefore, need to ensure that services that target children, whether delivered by public or private service providers, are child-friendly and have the best interest of the child as the primary consideration.

Transparency, public participation and accountability are cornerstones of effective and responsive governance and public service delivery. Without access to information civil society, and the broader public, cannot participate effectively in decision making, nor can they hold Governments to account for their actions.

Children often remain invisible in decision-making. Yet, children know their own situation best and have the right to participate in these processes. Involving children can also assist Governments to design and deliver more relevant public services for children.

Across the world there is a growing body of evidence of how children's involvement has improved public service delivery. In Nicaragua, a wide range of civil society and government partners have supported children to engage with child-friendly municipalities, which has contributed to bring about an average 35,5% increase in municipal investment in children¹⁴. In Tanzania, Save the Children has supported

¹⁴ Save the Children (2014), *Municipal Investment in Children and Adolescents for the 2009-2012 period.*

children to engage with the 2011/2012 district budgets in seven areas resulting in more children accessing school feeding programmes and the recruitment of additional teachers¹⁵.

We call on UN Member States to put children and their best interests at the centre of transparent, participatory and accountable public service delivery based on the UNCRC. Save the Children also calls on Member States to include a goal on open, inclusive and accountable governance in the post-2015 framework.

¹⁵ Save the Children (2013), Impact on Child Rights Governance.

16. Oral Statement on Commercial Maternal Surrogacy



25th session of the Human Rights Council Geneva, 3-28 March 2014 Item 3: Interactive Dialogue

Joint oral statement submitted by: *Associazione Comunità Papa Giovanni XXIII; Company of the Daughters of Charity of St. Vincent de Paul; International Catholic Child Bureau and Dominicans for Justice and Peace.*

The Associazione Comunità Papa Giovanni XXIII and three co-signing NGOs welcome the Report of the Special Rapporteur on the sale of children, child prostitution and child pornography.

The report underlines the increased vulnerability and new risk factors related to the phenomena of the sale and the sexual exploitation of the children. It also points out clearly that *“poverty exacerbates vulnerability when combined with others risk factors”*¹⁶.

According to the CRC’s Optional Protocol art. 2 (a), the sale of children is defined as *“any act or transaction whereby a child is transferred by any person or group of persons to another for remuneration or any other consideration”*.

Our NGOs would like to draw the attention of the Special Rapporteur and the Human Rights Council on the issue of commercial maternal surrogacy, an emerging phenomenon that can amount to sale of children. Women engage in surrogate motherhood when they intentionally become pregnant with the purpose of giving birth to a child on behalf of pre-identified parents, who intend to exercise parental responsibility for the child.

Because of rising infertility and the unsatisfied demand for adoption, “tourism” for surrogate motherhood has expanded in recent years and has been facilitated by increasing access to international travelling and the absence of international policy or legislation. People from high-income countries travel to developing countries where poor women are encouraged or worse yet, coerced to “rent out” their bodies as a survival strategy. The dynamics behind this phenomenon are very similar to those that lead to sale of organs.

There is no spirit of solidarity between the woman and the intended parents but only a legal contract – a purchase agreement –the product of which is the baby. There is evidence of an increasing number of specialized clinics located in many developing countries and responding to the demands of surrogacy services. Such a new market seeks to maximise profit by using human beings as “commodities”. Very often, surrogate mothers are not aware of the risks to their physical and mental health and are coerced by their families to enter into such exploitative activities. Commercial surrogate

¹⁶ A/HRC/25/48 p.9.

motherhood is a threat to human dignity and violates the rights of women and children. There is no right to buy a child! To the contrary, according to article 7 of the CRC, children have *“the right from birth to a name, the right to acquire a nationality, and, as far as possible, the right to know and be cared for by his or her parents”*.

We call upon Member States to explicitly prohibit commercial surrogacy, which can amount to child trafficking. In this same regard, we also ask States to formulate country regulations, protecting of the rights and best interests of children. Such regulations should be guided by the CRC as well as its optional protocols.

17. Oral Statement on the Third Phase of the World Programme for Human Rights Education Media Professionals and Journalists

**25th session of the Human Rights Council
Geneva, 3-28 March 2014**

Item 3: Promotion and protection of all human rights, civil, political, economic, social and cultural rights, including the right to development

Joint oral statement submitted by: *Soka Gakkai International (SGI); International Organisation for the Right to Education and Freedom of Education (OIDEF); Human Rights Education Associates (HREA); Association Points-Coeur/Heart's Home; International Federation of University Women (IFUW); International Movement Against All Forms of Discrimination and Racism (IMADR); Equitas-International Centre for Human Rights Education; Al-Hakim Foundation; United Network for Young Peacebuilders (UNOY Peacebuilders); International Association for Religious Freedom (IARF); Teresian Association; Asia-Pacific Human Rights Information Centre (HURIGHTS Osaka); **International Catholic Child Bureau (ICCB); CIVICUS-World Alliance for Citizen Participation; International Organisation for the Elimination of All Forms of Racial Discrimination (EAFORD); Servas International; and Institute for Planetary Synthesis (IPS).***

We welcome the third phase of the World Programme for Human Rights Education (2015-2019), in view to promoting social inclusion of marginalised groups; fostering interreligious and intercultural dialogue; and combating stereotypes and violence.

With regard to the focus of the third phase, human rights education and training for “media professionals and journalists”, we would like to emphasise the following views.

A draft plan of action for the third phase being prepared by the Office of the High Commissioner must reflect the views of NGOs, media professionals and journalists in compliance with the Human Rights Council resolution adopted in September, last year, on the World Programme¹⁷.

The plan of action must be beneficial and practical for media professionals and journalists to engage with the World Programme.

Media professionals and journalists in many cases are in great need of empowerment through human rights education to protect their own freedoms and rights. At the same time, they are opinion shapers and are accountable for their strong social impact. Their social influence could contribute to increasing stereotypes and prejudices, or even generating false charges and accusation of innocent persons.

This is a two-fold aspect of this target group of the World Programme. On one hand, media professionals and journalists have public responsibilities for respecting human rights standards and principles.


On the other hand, the protection of their rights, especially the freedom of expression, must be guaranteed, and the safe environment to exercise that right must be ensured.

¹⁷ This statement reflects the views of NGOs expressed in the discussions of the NGO Working Group on Human Rights Education and Learning of the Conference of NGOs in Consultative Relationship with the UN (CoNGO) and Human Rights Education Associates (HREA). 2 Human Rights Council resolution A/HRC/RES/24/15, adopted on 27 September, 2013 (paragraph 6, in particular).

The third phase must be built upon the previous phases of the World Programme, in particular, incorporating human rights education into training and education of journalists. The implementation of existing human rights education initiatives within the schooling, higher education and professional training sectors must be maintained.

**26^{ème} session du Conseil des droits de l'Homme
10-27 juin 2014**

1. Written Statement on the Impact of Domestic Violence on Children and Child Abuse and Neglect in Ukraine

	United Nations	A/HRC/26/NGO/75
	General Assembly	Distr.: General 6 June 2014 English only

**Human Rights Council
Twenty-sixth session
Agenda item 3
Promotion and protection of all human rights, civil,
political, economic, social and cultural rights,
including the right to development**

Joint written statement* submitted by International Catholic Child Bureau, non-governmental organization in special consultative status

The Secretary-General has received the following written statement which is circulated in accordance with Economic and Social Council resolution 1996/31.

[26 May 2014]

*This written statement is issued, unedited, in the language(s) received from the submitting non-governmental organization(s).

Impact of Domestic Violence on Children and Child Abuse and Neglect in Ukraine*

1. Domestic Violence¹⁸ and Impact on Women and Children

1.1. Persistent Domestic Violence and Consequences

1. Despite a quite comprehensive national legislation¹⁹, during the last decade, UN experts, monitoring mechanisms and treaty bodies, including the Committee on the Rights of the Child, expressed concerns over the domestic violence situation in Ukraine. Hence, the Special Rapporteur on the sale of children, child prostitution and child pornography in October 2006²⁰, the CEDAW in January 2010²¹, the CRC in January 2011²², the Universal Periodic Mechanism in May 2008²³ and October 2012²⁴, and the Human Rights Committee in July 2013²⁵, consistently underlined the magnitude and the consequences of domestic violence on the rights of women and children despite the domestic legislation and steps undertaken by the Ukrainian authorities. Challenges reclined on different aspects, including the indifference vis-à-vis the formal warning about impermissibility of committing domestic violence²⁶, and the imperfect formulation of procedures of enforcing measures against perpetrators²⁷.

¹⁸ Domestic violence, i.e. any deliberate physical, psychological, or economic actions (use of physical violence without causing physical pain and bodily injuries, threats, insulting or stalking, deprivation of housing, food, clothes, other property or money to which victim has right given to him by law, etc.) which could or have resulted in damage to physical or mental health of victim, as well as breach of restraining order by person whom this order concerns and failure to attend correctional program by person who committed domestic violence. Regardless the fact that different forms of violence are widely spread in all settings in Ukraine, domestic violence is considered to be the most acute and urgent problem. More than 100'000 cases of domestic violence are registered in Ukraine annually, as reported by the Ministry of Social Policy of Ukraine. In 2012, 110'200 cases of domestic violence have been reported (In 2010: 110'272 cases of domestic violence, including 96,152 reported by women, and 8,683 reported by men; 2011: 126'514 cases of domestic violence, including 113'872 reported by women, and 11'861 reported by men). It is known that about 1'000 women die annually (<http://tyzhden.ua/News/24395>) and 30 per cent of all murders are committed on the ground of domestic background. Despite the fact that any form of violence against children is prohibited by Ukrainian law, around 45 per cent of children interviewed by *Women's consortium of Ukraine* have stated that they face domestic violence (*Annual report of the Parliamentary Commissioner for human rights in Ukraine, 2013/* http://ombudsman.gov.ua/index.php?option=com_content&view=article&id=2729:2013-06-04-14-07-13&catid=232:2013&Itemid=233). At the same time the level of official reports of such cases remains low. Out of 110'200 cases reported in 2012 to the Ministry of Social Policies of Ukraine, only 708 were communicated by children, while the total estimation of children on the record as victims of child abuse and violence was 1'741 (*Annual report of the Parliamentary Commissioner for Human Rights in Ukraine, 2013*).

¹⁹ The 1996 Constitution of Ukraine (e.g. Art. 52), the Family Code (e.g. Art. 150 (§6, 7), the Law on Child Protection (e.g. Art. 10), and the Law on Education (e.g. Art. 51 §16, and 56) provide for the protection of children against violence. In addition, Ukraine was the first country out of the post-Soviet States to approve a Law on prevention of domestic violence in 2001, amended in 2008. Sanctions against domestic violence perpetrators may include formal warning about impermissibility of committing domestic violence, official registration as a perpetrator of domestic violence, referral to correction programme, etc. The 2001 Law identifies legal and organizational background for prevention of domestic violence as well as responsible agencies. In 2008, the Law was amended with a wider interpretation of the notion of "family member". It also introduced the correction programs for the offenders. The notion of "victim behavior" was withdrawn. In addition, the Ukrainian Domestic Violence (Prevention) Act provided for the protection of the dignity and the rights of children who have parents and live in families and of orphans without parental care and raised in the families of tutors and guardians, or in adoptive families or family-type children's homes, in all cases where violence is enacted against them or where there is a real threat of such violence.

²⁰ UN Doc. A/HRC/4/31/Add.2.

²¹ UN Doc. CEDAW/C/UKR/CO/7, § 26.

²² UN Doc. CRC/C/UKR/CO/3-4.

²³ UN Doc. A/HRC/8/45.

²⁴ UN Doc. A/HRC/22/7.

²⁵ UN Doc. CCPR/C/UKR/CO/7(2013).

²⁶ As for the protective order, no perpetrator would ever be stopped by a piece of paper that says what he (or she) is prohibited to do. Correction programmes are also ineffective due to the lack of specialists and weak mechanisms for involving perpetrators of violence in such programmes. In addition, the law is quite limited in terms of persons who come within the purview of the law, and it does not answer the question whether this list should be expanded (former spouses, former sexual partners, intimate partners and the like).

²⁷ In fact, the law contains a number of legal collisions (e.g. discrepancies in terminologies of the Law on Domestic Violence and Family Code in identifying "domestic violence"; no means to prosecute cases against former partner etc.) that further contribute to its inefficiency in terms of protecting victims.

1.2. Prosecution of Persons Guilty of Offence

2. Domestic violence act in Ukraine entails administrative punishment according to Article 173-2 of the Code of Ukraine on Administrative Offences (December 07, 1984). Notwithstanding, in the enforcement process, courts generally tend to impose fines as a punishment whilst such punishment is quite ineffective, especially in situations of low-income families – financial penalty hurts all family members. Vice versa, if a perpetrator is a well-to-do person, he or she would not be much affected by the size of imposed fine. Courts are quite reluctant in using such effective and generally useful type of punishment as public work.

1.3. Regimes and Specifics of Court Functioning

3. It may take a very long time between the offence and actual punishment of a perpetrator. For example, detention of a domestic troublemaker for several days (administrative arrest as established by the law) requires a relevant court decision. Police may hold such perpetrator for only three hours after committing offence; then he returns home and continues threatening his family. Until the court finally decides to detain such person for a longer period of time, he may torment his victims for several more days.

4. Corruption in law enforcement agencies and in the court system is another significant concern. Sometimes, a woman finds it extremely difficult to defend herself in the court or to obtain adequate results of pre-trial investigation, especially if her offender is a rich or important person. In the meantime, if she has children, they continue to suffer consequences of violence occurred²⁸.

1.4. The System of Responsible Bodies

5. The Ministry of Social Policy is responsible for ensuring assistance, care and protection to female victims of violence. It is provided by the State centres for social and psychological assistance in the majority of oblast centres of Ukraine. As per the end of 2013, 22 of such centres existed in Ukraine. The main goal of such centres is to improve the quality of life and to encourage active life positions of individuals in difficult life circumstances who cannot cope with them independently. This goal is achieved through provision of temporary living quarters and a set of social services²⁹.

6. The services are also provided by the network of centres of social services for family, children and youth (CSSFCY) – specialized facilities that carry out social work with families, children and youth in difficult life circumstances that require external assistance. However, in 2013 only 8'573 families were provided with assistance as households with the problem of domestic violence.

7. In May 2012, to increase access for families in crisis, the government introduced a position of social work specialists in all CSSFCY, and hired 12'000 specialists. These professionals offered practical assistance to families in crisis, including women and girls – victims of violence. Unfortunately, the Ministry of Finance of Ukraine suggested eliminating this position and submitted relevant draft resolution to the Cabinet of Ministers of Ukraine No.31-07340-14-5/4958 "On Amending the Resolution of the Cabinet of Ministers of Ukraine No.1149 as of December 8, 2010". All specialists are expected to lose their jobs by June 2014. *Women's Consortium of Ukraine* received numerous complaints about heads of some CSSFCY who were

²⁸ Very serious situations may happen when perpetrators of domestic violence are people with obvious signs of mental disorder or disease, while law enforcement officers are reluctant to apply measures of compulsory examination and treatment of such persons.

²⁹ Social services include domestic, information, psychological, social and pedagogical, social and medical, legal and social and economic services).

pressuring these specialists to resign earlier (upon consent of both parties), which would mean “release” of social benefits guaranteed by labour laws.

8. Other facilities include mother and child centres, rehabilitation centres and shelters for children. However, specialists identify a number of challenges that prevent women from getting services meeting international and European standards of quality from such institutions³⁰: limited number of such facilities compared to the existing population and needs³¹; access to facilities based on the certificate of registration of residence³²; limited age of enrolment to the facility³³; limited time-frames of accommodation in the facilities³⁴; numerous paper-loads for the enrolment³⁵; lack of information about such service facilities³⁶; and lack of specification³⁷.

9. Recommendations:

- **9.1. Facilitate complaints from victims and ensure that these complaints are thoroughly investigated and prosecuted;**
- **9.2. Allocate adequate funding for the implementation of the Domestic Violence Prevention Act and provide victims with access to effective remedies, psychosocial and legal assistance as well as other relevant services, including sufficient shelters in all parts of the country as needed for victims’ counselling and recovery;**
- **9.3. Prosecute and punish perpetrators with dissuasive sanctions;**
- **9.4. Ensure capacity building for law enforcement authorities and medical and social workers to adequately deal with cases of domestic violence, and raise awareness throughout the country on the issue;**
- **9.5. Refrain from eliminating the position of the 12’000 specialists offering practical assistance to families that face domestic violence in centres of social services for family, children and youth (CSSFCY);**
- **9.6. Facilitate effective access to mother and family centres and shelters, remove all barriers, including age limit, limited duration of stay, lack of information, lack of specification and the certificate of registration residence.**

³⁰ Materials of the monitoring of shelters for people survived domestic violence and trafficking in humans, 2012-2013, by La Strada Ukraine: http://la-strada.org.ua/ucp_mod_library_view_292.html

³¹ For example, in 3 mln capital city Kyiv the number of such institutions are 3 with a total capacity of 53 beds, whilst in 1 mln 300 thousands city of Cherkassy, there is no facilities at all.

³² The problem of access to such services for people without registration of residence in the region of location of the facility remains a critical issue and leads to the ad-hoc and more complicated arrangement of such cases.

³³ For example, the typical provision of the state centres for social and psychological assistance provides that their services target young people of 18 through 35, while mother and child centers allow the accommodation for women of the child under 1,5 years of age. Such limitations may cause problems to access to services women of other age groups, especially elderly women.

³⁴ The maximum duration of stay in the facility is set at 3 months, which may be not enough for solving the problem of violence and its sequelae.

³⁵ In order to have access to a facility, victim survivor has to collect a number of documents that may vary from region to region. The procedure of getting such documents, especially medical, may take time and require for financial resources which survivor do not have.

³⁶ People are not aware about such facilities and their services and may sometime learn about them only from NGO, National Hotline, or other social partners.

³⁷ The majority of the facilities is oriented at a broad target population and is not necessarily targeting victims of domestic or other types of violence. In 2008-2010, the correction programs for the offenders were developed and launched. Nevertheless, the level of people involved into this correction work remains low. For instance, in 2013 the number of people registered for committing domestic violence by the police was estimated at 95’204, while only 5’591 of them (5,8%) were referred to correction services.

2. Child Abuse and Neglect

10. According to the analyses by the *Women's Consortium of Ukraine*, 60 per cent of children interviewed consider that the school is the place where they more often face different forms of violence.³⁸ Children are not always willing to report violence committed by their class-mates, other students in the school or teachers, while investigations of such cases are not effective. Schools do hide such cases for their reputation sake. The level of officially registered crimes committed against children on sexual grounds is also very low³⁹.

11. However, effectiveness of the response and investigation of sexual as well as other forms of violence against children is very low, while courts do not maintain separate statistics for crimes under Article 153 (Violent unnatural gratification of sexual desire), and Article 154 (Compulsion to sexual intercourse), and in case of perpetration of several crimes the courts register the one that envisages more strict penalties. As a result, many crimes go "unnoticed" in the official court reporting⁴⁰. The situation is further aggravated by concealment of facts by law enforcement agencies that try to reclassify such cases to other misdemeanours, like disorderly conduct or hooliganism. Breaching the law, children could be interrogated without a legal representative. In other cases, kids could pass numerous interrogations by the investigator.

12. The gravest situation is how authorities deal with victims of abuse and neglect. Not only victims have no access to effective remedies but are also stigmatised, marginalised, criminalised, penalised and sometimes held responsible whilst perpetrators enjoy impunity. Furthermore, treated as offenders, they encounter trial even pre-trial detention⁴¹. As a result, all these cases will continue to be concealed and unsolved, because victims are afraid of repeated violence and humiliation during investigation, while their personal information will be exposed⁴².

13. Recommendations:

- **13.1. Ratify the Third Optional Protocol to the Convention on the Rights of the Child and conduct awareness-raising campaign on Article 18 of the Family Code that allows children from 14 years old to seek directly protection from courts;**
- **13.2. Undertake appropriate measures to ensure the incorporation of the Lanzarote Convention in domestic legislation and train law enforcement officers, including on how children victim of abuse and neglect are heard;**

³⁸ <http://wcu-network.org.ua/public/upload/files/schulNAS111.pdf>. Furthermore, in 2006, the UN Special Rapporteur on the sale of children, child prostitution and child pornography declared that children from dysfunctional and poor families with a low level of education, street children, victims of sexual abuse and domestic violence, children in institutions or who recently left institutions are exposed to higher risks (See footnote n°3 above). The concern has been echoed five years later by the CRC which was "alarmed at the extent of, and increase in, abuse and neglect of children in all settings (CRC/C/UKR/CO/3-4 (2011), § 50).

³⁹ For example, in 2012, 90 rapes of children (Article 152 of the Criminal Code of Ukraine) and 487 other types of sexual violence (violent unnatural gratification of sexual desire and compulsion to sexual intercourse) have been reported.

⁴⁰ According to the data of human rights NGO "La Strada", only 30% of reports about the fact of rape filed to the police eventually reach courts. Whilst during 2009-2011, law enforcement agencies received more than 7,000 reports and complaints about rape, yet, only 2,071 criminal cases were opened. Even fewer cases actually reached the courtroom. Law enforcement agencies provide no data for 2013. The majority of victims of violence would rather avoid the police, being afraid of retribution from their offenders, biased attitudes and degrading police treatment – as a result, they are deprived of any assistance (http://la-strada.org.ua/ucp_mod_news_list_show_453.html).


⁴¹ UN Doc. CRC/C/OPSC/UKR/CO/1 (2007), §§ 23 & 24.

⁴² In addition, child abuse and neglect cases are barely reported and investigated, mostly if they occurred in circles of trust, including families, schools, training centres, paediatric hospitals and rehabilitation institutions. As a result, only very few cases are prosecuted, which ensures impunity for perpetrators. Unfortunately, neither child abuse and neglect systematic desegregated data in circles of trust as well as in specialised educational and rehabilitation centres, nor preventive measures to sensitise and support families, are available in Ukraine.

- **13.3. Abstain from criminalising, detaining and socially marginalising children victim of abuse and neglect, and provide them and their family with adequate psychosocial and health services, care, support, and counselling as well as legal assistance and recovery measures;**
- **13.4. Establish in child special educational and social rehabilitation centres and other circles of trust, a *child protection policy* strictly applicable to all professionals directly or indirectly in contact with children and train them on relevant domestic legislation protecting children against abuse and neglect and sanctions they may face when law provisions and regulations are breached;**
- **13.5. Adopt feasible and measurable preventive measures, including parental and professional enhancing skills for early child abuse and neglect detecting and reporting cases to relevant institutions for investigation and prosecution.**

*Women's Consortium of Ukraine (WCU) NGO(s) without consultative status, also share the views expressed in this statement.

2. Written Statement on the Assessment of the Educational Attainment of Students and the Implementation of the Right to Education

	United Nations	A/HRC/26/NGO/67
	General Assembly	Distr.: General 5 June 2014 English only

Human Rights Council

Twenty-sixth session

Agenda item 3

Promotion and protection of all human rights, civil, political, economic, social and cultural rights, including the right to development

Joint written statement* submitted by the New Humanity, non-governmental organization in general consultative status, Organisation Internationale pour le Droit à l'Éducation et la Liberté d'Enseignement (OIDEL), Apprentissages Sans Frontières (ASF), Association Points- Coeur, Associazione Comunità Papa Giovanni XXIII, the Dominicans for Justice and Peace (Order of Preachers), International Catholic Child Bureau (ICCB), the International Federation of University Women (IFUW), Istituto Internazionale Maria Ausiliatrice (IIMA), the Mothers Legacy Project, the Catholic International Education Office (OIEC), the International Volunteerism Organization for Women, Education, Development (VIDES), non-governmental organizations in special consultative status, Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples, non-governmental organization on the roster.

The Secretary-General has received the following written statement which is circulated in accordance with Economic and Social Council resolution 1996/31.

[26 May 2014]

* This written statement is issued, unedited, in the language(s) received from the submitting non-governmental organization(s).

Assessment of the educational attainment of students and the implementation of the right to education*

We welcome the Report of the Special Rapporteur on the right to education, Kishore Singh, entitled *Assessment of the educational attainment of students and the implementation of the right to education (A/HRC/26/27)* as the continuation of his previous report concerning quality education and normative action (A/HRC/20/21) presented in 2012. Indeed, assessment of the educational attainment of students is essential for measuring quality education and thus implementing the right to education. We would like here to recall Mr. Singh's proposition of a holistic conceptual framework for quality education which comprises: "(i) a minimum level of student acquisition of knowledge, values, skills and competencies; (ii) adequate school infrastructure, facilities and environment; (iii) a well-qualified teaching force; (iv) a school that is open to the participation of all, particularly students, their parents and the community."⁴³ This framework needs to be considered and carried out in order to ensure quality education in a more efficient manner.

We are pleased to see that the Special Rapporteur recommends in his report that assessment of students' attainments should be based on the four pillars of education, as described in the report to UNESCO of the International Commission on Education for the Twenty First Century, known as the Delors Report – This pillars include: learning to know, learning to do, learning to be and learning to live together. In this regard, we appreciate the Spain's new education law for his commitment in assessing students' attainments.

In the same terms, we completely agree with the recommendation made to States to move forward to a more holistic approach in assessing students' attainments which goes beyond reading, writing and arithmetic, including in this new approach the essential human rights objectives. Although it has been a step in the right direction to have the first assessments based on reading, writing and arithmetic (such as PISA), education is much more than that. So assessment should be founded on a human-rights based approach. We do acknowledge the improvements made in this sense by China.

It is also important for us to see that the Special Rapporteur recommends student-based evaluation mechanisms in order to see the progress of each student aside from school standards. This approach about assessment mechanisms is extremely important for two primary reasons. Firstly, it will allow us to see the reflection of the local and national curriculum requirements. Secondly, a personalized assessment for each student is extremely helpful in applying inclusive education. It provides constructive information for teachers in order to support students to complete each module, and to ensure progressive improvement to vulnerable groups in particular. Ecuador has made good efforts in order to achieve this goal.

We are glad to see that the recommendations made by Mr. Singh related to assessment mechanisms are not limited to primary and secondary education, but apply also to technical and vocational education and training (TVET). We are concerned about the importance of this formation due to its profound implications in the twenty-first century new economy. That is why we think such an important form of education must be assessed like the others, including a holistic approach. An exemplar country in the assessment of TVET is South Africa.

⁴³ SINGH.K. *Report of the Special Rapporteur on the right to education, Normative action for quality education* (2012) (pag.6, paragraph 21).

We are pleased to observe the importance of providing teachers with additional training and support. As far as we understand the key role of teachers to improve quality education they need to receive continuing training for two main reasons: 1st. To learn and teach a curriculum that should be periodically updated because of new discoveries in science and the new important historical events that may have happened 2nd. To know and understand which human rights values or democratic principles should be embedded in the curriculum, depending on the local circumstances.

We greatly appreciate the efforts of the Special Rapporteur, especially for the significant suggestion he has made to add the important issue of Quality of Education in the post-2015 agenda. We are living in a changing world with a lot of new challenges that education must meet -increased migrations, the increase proportion of jobs in the tertiary level, the increasing importance of information technology and its access. At the same time, education systems must radically evolve due to several deep changes new challenges they have to face –for example: the access to information that students have is changing the role of teachers, the financial problems of the school need a new answer, the definite integration of human rights approach in education programs. Thus, these reasons, together with the extreme importance of the creation of an international quality framework, should have an essential role in ensuring worldwide development in the following years. We would like to reference here our position paper “*Post-2015: Development Guided by the Principle of Human Dignity*” where the NGO Platform on the right to education explains in more details our point of view⁴⁴.

Finally, although Mr. Singh has commented that “government encourages NGOs and civil society organizations in their valuable role in raising the level of the public debate on key issues and in defending a holistic approach to student assessments”⁴⁵ we want to emphasize again the importance of civil society and NGOs as guarantors of quality education. We would like to encourage States and governments to maintain constructive dialogue with them.

* The UNESCO Chair of the University of Bergamo, the UNESCO Chair of University of La Rioja, the Collège Universitaire Henry Dunant and Mission Educative Lasallienne, without consultative status, also share the views expressed in this statement.

⁴⁴http://www.ngoeducation.org/Plateformdroiteducation/documents/Platform_Education%20post%202015%20_final_EN.pdf.

⁴⁵ SINGH.K.*Report of the Special Rapporteur on the right to education, Assessments of the educational attainment of students and the implementation of the right of education* (2014) (pag.20, paragraph 96).

3. **Oral Statement during the Interactive Dialogue with Rashida Manjoo, the United Nations Special Rapporteur on Violence against Women, its Causes and Consequences**



26th session of the Human Rights Council

Geneva, 10-27 June 2014

Item 3: Interactive dialogue with with Rashida Manjoo, the United Nations Special Rapporteur on violence against women, its causes and consequences

Joint oral statement submitted by: *Public Health Foundation of Georgia (PHF)*, *Women's Consortium of Ukraine (WCU)* and the ***International Catholic Child Bureau (ICCB)***.

In XX years, from 1993 to 2013, more than 100 resolutions have been adopted by the General Assembly (57), Security Council (7), former Commission on Human Rights (12), Human Rights Council (28), whilst a number of studies, reports, communications and recommendations have been issued by the Secretary General, High Commissioner for Human Rights, Special Rapporteur on violence against women, Commission on the Status of Women, and Treaty body system as well as other relevant UN and regional mechanisms.

However, the Special Rapporteur mentioned in her report persistent challenges that continue to impede the full enjoyment of women and girls' rights. One of this hidden and devastating violence against girls is the abuse and neglect in circle of trust. In families, schools, training centres, children social institutions, people in positions of authority, such as family members, teachers, care givers in charge of the protection of children, especially girls abused them.

This physical and psychological violence lead more often to early marriages for which Georgia ranks second among Eastern European countries (17%). Most of girls who are living in institutional care have experienced abuse in families and other settings. In Ukraine, girls and boys who survived violence in their childhood are more at risk of entering violent-based relations in their adulthood. More than 100.000 domestic violence cases are reported every year.

Despite existing legal framework in certain countries, States failed to exercise due diligence to prevent and investigate child abuse cases and to bring perpetrators to justice. Victims have no or limited access to justice and the impunity of perpetrators acclaimed the widespread of abuse and neglect. Counselling, recovery and rehabilitation process are not offered to victims who continue to suffer in silent due to the shameful nature of the abuse, the environment where they occur and the status of perpetrators. Police barely issues restrictive measures aiming at protecting (potential) victims.

Even if child abuse and neglect in environment of trust is quite well-known, there is not systematic worldwide analysis based on data and field information. The co-signing organisations will be grateful if the Special Rapporteur could provide answers to the following questions:

- 1. Could a study on child abuse and neglect and impact on the rights of women and girls be helpful to better assess challenges and formulate responses?**
- 2. How States' due diligence commitment can be evaluated in combating violence against women, especially girls? What are the indicators?**
- 3. Which kind of technical assistance States need to translate into national policy and programs their international, regional and national obligations related to violence against women?**

4. **Oral Statement during the Interactive Dialogue with Joy Ngozi Ezeilo, the United Nations Special Rapporteur on Trafficking in Persons, Especially Women and Children**



26th session of the Human Rights Council

Geneva, 10-27 June 2014

Item 3: Interactive dialogue with Joy Ngozi Ezeilo, the United Nations Special Rapporteur on trafficking in persons, especially women and children

Joint oral statement submitted by: *Women's Consortium of Ukraine (WCU)*, ***International Catholic Child Bureau (ICCB)*** and *Public Health Foundation of Georgia (PHF)*.

Our organisations would like to express to Joy Ngozi, Special Rapporteur on trafficking in persons, especially in women and children, their appreciation for the dedicated work during the six years of her mandate. Despite the achievements, she mentioned many challenges.

In Ukraine, trafficking in persons, especially women and children remains quite acute. Searching for better life, thousands of Ukrainians, mostly young girls and women, travel abroad alone or through criminal trafficking nets which promise them jobs and attractive salaries. Ultimately, in 2013, 1.000 of them were subjected to cruel, hazardous and degrading treatment, and suffers sexual and labour exploitation in Ukraine and in many destination countries, including Russian Federation, Poland, Turkey, Czech Republic, Italy and other countries.

Due to insufficient social, administrative and legal protection offered to victims, young girls and women who survived human trafficking do not always cooperate with law enforcement officers as they lack guarantees for their personal safety; doubt proper observance of confidentiality during perpetrators pre-trial, trial and post-trial; and fear traffickers' harassment, reprisal even killing and other act of revenge against themselves or their families.

Child-centred and rights-based approaches to trafficking, and the necessary compliance to relevant international norms and standards at national, regional and international levels, imply that apposite assistance, protection and support as well as remedies are duly and accurately provided to victims. Without appropriate redress, rehabilitation and reintegration as recommended by the Special Rapporteur, victims are likely to be become more vulnerable and exposed to new trafficking spiral and endure tougher exploitation, as we have seen in many Ukrainian cases.

In addition, even if in Ukraine, the 2011 Act on "Combating Trafficking in Human Beings" provides for social guarantees, including relevant status and payment of material benefits among others to victims, in many cases government authorities responsible for the fulfilment of these guarantees refuse to grant such status to victims. The evaluation of 2-year implementation of the law revealed that insufficient training and unpreparedness of officials to work with female victims of trafficking are key reasons for such inefficiency.

Furthermore, cooperation among States to tackle the phenomenon and prosecution of traffickers remain major challenges, especially in Eastern Europe and Central Asia. The failure of States to establish and implement national action plans and coordinate efforts towards the destabilisation of criminal trafficking networks increases the risk on million of young girls and women and expands trafficking criminal activities in the region.

Our organisations call on the Government of Ukraine to:

- **Sustain the rehabilitation process of victims by, *inter alia*, establishing a recovery fund and providing due support to NGOs involved in the redress process.**
- **Provide training to social authorities and services as well as law enforcement officials to work with victims and integrate gender dimension at all stages.**
- **Strengthen regional and international cooperation, especially with destination countries.**

The co-signing organisations recommend that the newly adopted anti-trafficking action plan in France is **implemented without delay** in order to **engage prevention actions, strengthen capacities of professionals for better identification and assistance to victims, develop European and international cooperation to dismantle trafficking networks and continue financial support to anti-trafficking actions** initiated by OSCE (Organization for Security and Co-operation in Europe), UNODC (United Nations Office on Dugs and Crime) and elsewhere.

5. **Oral Statement during the Interactive Dialogue with the United Nations Working Group on the Issue of Discrimination against Women in Law and in Practice**



საპროტექციო საზოგადოებრივი ჯანდაცვის ფონდი
PUBLIC HEALTH FOUNDATION OF GEORGIA



26th session of the Human Rights Council

Geneva, 10-27 June 2014

Item 3: Interactive dialogue with the United Nations Working Group on the issue of discrimination against women in law and in practice

Joint oral statement submitted by: *Women's Consortium of Ukraine (WCU)*, ***International Catholic Child Bureau (ICCB)***, *Public Health Foundation of Georgia (PHF)* and *Company of the Daughters of Charity of Vincent de Paul*.

Societies in many Eastern European countries, including Georgia and Ukraine, remain highly “patriarchal”. The role and position of women are still perceived as less important than that of men. Compared to boys, girls are less valued as girls do not share the same status as boys in society. The position of girls in society is also reflected in the attitudes of professionals in the child protection, social welfare and justice systems.

Despite the existing legal frameworks on gender-based discrimination, State policies show their ineffectiveness, lack of strategic vision or limited discussions among policymakers, practitioners, and key stakeholders about a gender sensitive approach.

Hence, there is a serious lack of expertise and capacity of professionals, including law enforcement officials and judges, to take into account the gender dimension in order to better protect and serve victims of violence. As a result, girls and women who constitute the majority of victims of physical violence and sexual abuse remain unprotected and even blamed in the criminal process. In addition, this physical and psychological violence lead more often to early marriages for which Georgia ranks second among Eastern European countries (17%) and prevent girls from access to secondary education.

Women still have a restricted access to the national elected and executive bodies. In Ukraine, for example, less than 10 per cent of female members of Parliament were elected in 2012. Many women member of different political parties acknowledged they face discrimination when party leaders make the lists of candidates or nominate chiefs of local party divisions. Internal quotes do not prove being effective – at the last election to the Kyiv council, only 16 percent of women were elected despite the internal quotes of the leading political party of UDAR, for example.

Women remain more vulnerable on the labour market. Indeed, our organisations observe it in broadly spread labour segregation with women represented mostly in low paid areas of social and education services. Often, cases of ageist treatment of young and older women by the employers, prevent them from being employed. Furthermore, vulnerability of pregnant women and working mothers is increasing as they do not often receive adequate social support and their social and economic rights are often violated, despite some positive development in this area,

for example in Georgia, where the maternity leave was prolonged up to 730 days with 183 of them paid and welfare payment for newly born children was increased.

Given the ineffective mechanisms of legal assistance in the cases of gender-based discrimination, many women do not have access to justice to seek for redress when they suffer from the above-mentioned problems, including protection and fair division of common property, guardianship over children, etc.

In the conflict context of Ukraine, women become even more vulnerable due to the cut of social expenses and dismissals. For example, from the first of June, the government of Ukraine has dismissed 12 thousands social workers the majority of which are women and since the first of July it will decrease social support for the newly born child and cut payment for maternity leave. Though, we fully understand the will of the government to restore security in the country, the co-siging organisations **call on Ukrainian authorities to avoid deepening discrimination gaps and provide needed assistance and support to vulnerable groups, and urge international partners of Ukraine to integrate the gender dimension in their various agreements.**

In addition, our organizations recommend the governments of Georgia and Ukraine:

- **To continue leading awareness raising campaigns in order to combat gender stereotypes that impede recognition and enjoyment of women and girls' rights;**
- **To specifically integrate gender dimension in State legislations, policies and practices in order to close the discrimination gaps and better protect victims of violence, employees, rural dwellers and national minorities;**
- **To establish support mechanisms to employers who integrate positive family-friendly policies and practices in the work environment;**
- **To improve access to justice for gender-based discrimination victims to seek for protection and redress.**

6. **Oral Statement during the Annual Full-Day Discussion on Women Human Rights - The Impact of Gender Stereotypes on the Recognition and Enjoyment of Women’s Human Rights**



26th session of the Human Rights Council

Geneva, 10-27 June 2014

Item 3: Annual Full-Day Discussion on Women Human Rights - The Impact of Gender Stereotypes on the Recognition and Enjoyment of Women’s Human Rights

Joint oral statement submitted by: **International Catholic Child Bureau (ICCB)**, *Public Health Foundation of Georgia (PHF)* and *Women’s Consortium of Ukraine (WCU)*.

In Ukraine, child abuse and neglect cases are barely reported and investigated, mostly if they occurred in circles of trust, including families, schools, training centres, paediatric hospitals and rehabilitation institutions. As a result, only very few cases are prosecuted, which ensures impunity for perpetrators. Unfortunately, neither child abuse and neglect systematic desegregated data in circles of trust as well as in specialised educational and rehabilitation centres, nor preventive measures to sensitise and support families, are available in Ukraine.

In Georgia, many children are routinely exposed to physical, sexual and psychological violence in their homes and schools, in care and justice systems and in their communities.⁴⁶ A prevalence study on violence against children in 2007-2008 in Georgia revealed that nearly 70% of children experience different types of abuse: 20% of children suffered severe physical abuse and 16.6% are victims of sexual abuse. The National Research on Domestic Violence against Women in Georgia has showed that 6,5% of girls under the age of fifteen experienced sexual abuse by family members.⁴⁷ A UNICEF study on child abuse in Georgia demonstrated that 50% of the Georgian population considers child abuse as acceptable and that 60% consider using child abuse in a child’s upbringing is more effective than non-abusive measures. According to the same study, 60% of professionals responsible for responding to violence against children consider domestic violence as a family issue in which the State should not interfere.⁴⁸

Furthermore, deinstitutionalization reform and establishment of Child Protection Referral Procedures was achievement of Child Welfare Reform (2008 up to date). Big Soviet-type institutions were closed and replaced by small, family-type group homes. Problems faced by children became more evident after being placed in small group homes. Although, research has not been carried out, many cases are being identified showing that children, especially girls, have experienced sexual abuse whilst living in the institution or even before being placed there. There are no services for the rehabilitation of victims. This gap causes negative effect and increase the

⁴⁶ The National Study on Violence against Children in Georgia, funded by UNICEF, co-funded by ISPCAN and implemented by PHF, 2007-2008.

⁴⁷ Chitashvili M, et al; National Research on Domestic Violence against Women in Georgia, Final report, Tbilisi 2010.

⁴⁸ National Study on Violence Against Children in Georgia, UNICEF 2013.

exposure of children to greater violence. There is an alarming tendency of murders of women/girl, early marriage facts and suicide incidents.

According to a 2012 UNICEF study⁴⁹, child poverty is higher than that of other groups. 282 000 children live below poverty line. Children are not adequately represented in existing social protection schemes". Poor children belong to a high risk group exposed to sexual abuse and exploitation. The indexes of poverty in Georgia also point out the urgency to further develop the child protection system, which has potential to prevent and identify child sexual abuse and exploitation and restore justice.

Recommendations to the Governments of Ukraine and Georgia:

- **Ratify the Third Optional Protocol to the Convention on the Rights of the Child;**
- **Undertake appropriate measures to ensure the incorporation of the Council of Europe Convention on the Protection of Children against Sexual Exploitation and Sexual Abuse in domestic legislation and train law enforcement officers, including on how children victim of abuse and neglect are heard;**
- **Abstain from criminalising, detaining and socially marginalising children victim of abuse and neglect, and provide them and their family with adequate psychosocial and health services, care, support, and counselling as well as legal assistance and recovery measures;**
- **Establish in child special educational and social rehabilitation centres and other circles of trust, a *child protection policy* strictly applicable to all professionals directly or indirectly in contact with children and train them on relevant domestic legislation protecting children against abuse and neglect and sanctions they may face when law provisions and regulations are breached;**
- **Adopt feasible and measurable preventive measures, including parental and professional enhancing skills for early child abuse and neglect detecting and reporting cases to relevant institutions for investigation and prosecution.**

⁴⁹ "Georgia: Reducing Child Poverty, A discussion paper", UNICEF 2012.

7. Oral Statement on Education and Juvenile Justice in Chile



26th session of the Human Rights Council

Geneva, 10-27 June 2014

Item 6: Universal Periodic Review (UPR) - Outcomes - Chile

Joint oral statement submitted by: *Istituto Internazionale Maria Ausiliatrice (IIMA)*, *International Volunteerism Organization for Women, Education, Development (VIDES)*, *International Catholic Child Bureau (ICCB)* and *Marist International Solidarity Foundation (FMSI)*.

On behalf of the cosigning NGOs, IIMA would like to welcome Chile on its acceptance of several recommendations concerning children's rights during the UPR process, particularly recommendations 118 through 120⁵⁰ to continue to improve the juvenile justice system.

We remain concerned about the lack a comprehensive national strategy to integrate a rights-based approach in all policies and measures that affect children. Adequate legislative reforms aimed at effectively incorporating the CRC into the domestic legal framework are still needed.

Concerning juvenile justice, we note that Act n° 20.084 (2007) established a special criminal system for adolescents in conflict with the law, but it does not provide appropriate legal assistance to child victims nor ensure child participation in judicial proceedings.

Excessive use of incarceration and overmedication are also serious concerns.

Furthermore, we are concerned about the unequal access to quality education and persisting discriminatory practices that exclude children and adolescents from various school levels according to their socioeconomic status. Indigenous children are particularly affected.

We would like to provide the following recommendations:

1. **Establish an ombudsman office for children.**
2. **Remove all obstacles impeding effective access of children to justice by fostering the SENAME (Servicio Nacional de Menores) with a specific mandate to provide for legal aid for adolescents in conflict with the law.**
3. **Revise the 2007 Act according to CRC provisions for a more child-friendly juvenile justice system with a restorative approach that offers alternatives to incarceration and provide adequate education and vocational training programs to ensure successful reintegration.**
4. **Harmonize the national legal framework with the CRC with specific emphasis on equal access to quality education across all socioeconomic and ethnic groups. Include human rights training for all students, as well as for school administrators and teachers.**

⁵⁰ 121.118. Guarantee an effective and sufficient specialization of the stakeholders in the juvenile justice system (Egypt); 121.119. Take the necessary measures to establish a specialized juvenile justice system and continue efforts for reintegration of former child offenders into society, in compliance with the Convention on the Rights of the Child (Republic of Moldova); 121.120. Create a system of juvenile justice that includes the establishment of a children's ombudsman (Spain).

8. Oral Statement during the Interactive Dialogue with Kishore Singh, the United Nations Special Rapporteur on the Right to Education



26th session of the Human Rights Council

Geneva, 10-27 June 2014

Item 3: Interactive Dialogue with Kishore Singh, the United Nations Special Rapporteur on the right to education

Joint oral statement submitted by: *Organisation Internationale pour le Droit à l'Éducation et la Liberté d'Enseignement on behalf of the NGO Platform on the Rights to Education composed inter alia, of the International Catholic Child Bureau, Comunità Papa Giovanni XXIII, International Federation of University Women, Istituto Internazionale Maria Ausiliatrice delle Salesiane di Don Bosco, New Humanity and Soka Gakkai International.*

We welcome the Report of the Special Rapporteur on the right to Education, Kishore Singh, entitled *Assessment of the educational attainment of students and the implementation of the right to education (A/HRC/26/27)* as the continuation of his previous report concerning quality education and normative action (A/HRC/20/21). Indeed, assessment of the educational attainment of students is essential for measuring quality of education and thus implementing the right to education.

Furthermore, we fully agree with the recommendation made to States to move forward to a more holistic approach in assessing students' attainments. Although there has been a step taken in many countries in the right direction to have the first assessments based on reading, writing and arithmetic (such as PISA), education is much more than that. Assessment should be grounded in a human-rights based approach.

We recognize the importance of the recommendation that the Special Rapporteur made in his report regarding evaluation mechanisms in order to see the progress of each student aside from school standards: Firstly, it will allow us to see the reflection of the local and national curriculum requirements; an additionally an assessment based on individual conditions of each student is extremely helpful in applying inclusive education. It provides constructive information for teachers in order to support students to complete each module, and to ensure progressive improvement particularly in to vulnerable groups in particular.

We are pleased to observe the importance of providing teachers with additional training and support.

We would like the Council to organize a consultation with States, experts and civil society about Quality education based on the Special Rapporteur's reports, and the excellent work made also from UNESCO and the High Commissioner for Human Rights.

We greatly appreciate the significant suggestion that Special Rapporteur has made to add the important issue of Quality of Education in the post-2015 agenda. We would like to reference here our position paper *“Post-2015: Development Guided by the Principle of Human Dignity”* in which the NGO Platform on the Right to Education explains in a holistic manner our point of view.

Finally, we emphasize again, as the Special Rapporteur has mentioned, the importance of civil society and NGOs as guarantors of quality education. We would like to all member states to maintain constructive dialogue with them.

9. Communication orale sur la situation des droits de l'Homme en Côte d'Ivoire



26^{ème} session du Conseil des droits de l'Homme

Genève, 10-27 juin 2014

Point 10 : Dialogue interactif avec Doudou Diène, Expert Indépendant des Nations Unies sur la situation des droits de l'Homme en Côte d'Ivoire

Communication orale conjointe soumise par : **Bureau International Catholique de l'Enfance (BICE)**, *Dignité et Droits pour les Enfants en Côte d'Ivoire (DDE-CI)*, *Dominicans for Justice and Peace*, *Franciscans International (FI)*, *Istituto Internazionale Maria Ausiliatrice (IIMA)* et *VIDES Internazionale*.

Les organisations cosignataires remercient l'Expert Indépendant pour son rapport sur la situation des droits de l'Homme en Côte d'Ivoire.

M. Doudou Diène souligne au paragraphe 27 de son rapport la non séparation entre les mineurs et les adultes à la prison de la MACA. En effet, le Centre d'Observation des Mineurs (COM) qui est une alternative à la privation de liberté est paradoxalement situé au sein même de la MACA, prison des adultes où circulent, comme le relève l'Expert Indépendant, objets et produits prohibés, notamment des armes tranchantes, de la drogue et de l'alcool. Cette proximité favorise la contamination criminelle et la récidive ; les enfants placés sous Ordonnance de Garde Provisoire entrent au COM en tant que primo-délinquants pour bénéficier de mesures socio-éducatives en vue de leur réinsertion mais en sortent en tant que délinquants endurcis au contact des criminels adultes.

Comment le monitoring des prisons devrait se faire pour s'assurer de la séparation effective des mineurs des adultes et que les conditions de détention des mineurs soient respectueuses des droits de l'enfant d'autant plus que l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) a désormais un accès limité à la MACA et au COM.

Par ailleurs, la situation des enfants des rues appelés « microbes » est préoccupante. L'Expert Indépendant souligne à juste titre qu'ils sont « des produits des conditions socio-économiques difficiles du pays ». Ils sont certes auteurs d'actes de violence répréhensibles, mais les autorités adoptent à leur égard une politique répressive systématique qui prête le flan à la vindicte populaire car plusieurs de ces enfants ont été abattus et tués dans les quartiers d'Abobo, d'Adjamé et d'Attécoubé.

Comment l'Expert Indépendant entend amener les autorités ivoiriennes à mener une politique respectueuse des droits et de la dignité de ces enfants, qu'ils soient auteurs ou victimes d'actes de violence ?

Les organisations signataires recommandent au gouvernement ivoirien le démantèlement des groupes d'adultes instigateurs, et la mise en place d'un plan d'action visant la **réinsertion familiale, scolaire et socio-professionnelle** de ces enfants à la suite d'**une prise en charge psycho-sociale**.

La crise ivoirienne a servi de catalyseur à la prolifération d'agences de placement des filles domestiques. La nature informelle des activités du secteur expose les filles à l'exploitation, à l'abus et à la négligence surtout à Abidjan. Nos organisations recommandent:

- **la ratification et la mise en œuvre par la Côte d'Ivoire de la Convention 189 de l'OIT,**
- **la garantie de la protection sociale des filles domestiques,**
- **la reconnaissance de leur travail comme facteur de développement économique et social du pays,**
- **la mise en place d'une réglementation de l'activité des agences de placement de filles domestiques.**

Enfin, les organisations cosignataires exhortent le gouvernement à valider et à présenter son rapport (très) en retard au Comité des droits de l'enfant, et appellent le Conseil à continuer le suivi de la situation des droits de l'Homme en Côte d'Ivoire par un **mécanisme spécifique** (mécanisme de renforcement des capacités et de coopération technique).

**27^{ème} session du Conseil des droits de l'Homme
8-26 septembre 2014**

1. Written Statement on Exploitative Work As a Contemporary Form of Slavery



United Nations

General Assembly

A/HRC/27/NGO/19

Distr. : General
25 August 2014

English only

**Human Rights Council
Twenty-seventh session**

Agenda item 3

**Promotion and protection of all human rights, civil,
political, economic, social and cultural rights,
including the right to development**

Joint written statement* submitted by the Caritas Internationalis (International Confederation of Catholic Charities), a non-governmental organization in general consultative status, Association Points-Coeur, Associazione Comunita Papa Giovanni XXIII, Company of the Daughters of Charity of St. Vincent de Paul, Dominicans for Justice and Peace - Order of Preachers, Edmund Rice International Limited, International Catholic Child Bureau, International Kolping Society, International Volunteerism Organization for Women, Education and Development - VIDES, Istituto Internazionale Maria Ausiliatrice delle Salesiane di Don Bosco, Mouvement International d'Apostolate des Milieux Sociaux Independants, Pax Romana (International Catholic Movement for Intellectual and Cultural Affairs and International Movement of Catholic Students), nongovernmental organizations in special consultative status, World Movement of Christian Workers, a non-governmental organization on the roster

The Secretary-General has received the following written statement which is circulated in accordance with Economic and Social Council resolution 1996/31.

[22 August 2014]

* This written statement is issued, unedited, in the language(s) received from the submitting nongovernmental organization(s).

Exploitative Work Is A Contemporary Form of Slavery*

Caritas Internationalis (Internationalis Confederation of Catholic Charities), Association Points-Coeur, Associazione Comunità Papa Giovanni XXIII, Company of the Daughters of Charity of Vincent de Paul, Dominicans for Justice and Peace (Order of Preachers), Edmund Rice International, the International Catholic Child Bureau, the International Institute of Mary Our Help of the Salesians Sisters of Don Bosco IIMA, the International Kolping Society, International Movement of Apostolate in the Independent Social Milieus, Pax Romana (International Catholic Movement for Intellectual and Cultural Affairs and International Movement of Catholic Students) VIDES International (International Volunteerism Organization for Women, Education, Development), and World Movement of Christian Workers welcome and support the priorities of the newly appointed Special Rapporteur on Contemporary Forms of Slavery Including Its Causes and Its Consequences, Ms. Urmila Bhoola, and stand ready to further collaborate with her for the fulfilment of the mandate.

The co-signing Organisations support various facets of her strategy plan, especially the focus on access to work for young people and on eliminating migrant slave labour. Contemporary forms of slavery continue to exist across both developed and developing countries, and efforts to combat such injustices must remain a vital priority for all stakeholders.

The co-signers also recognize that women, low-skilled migrant workers, indigenous people, children, youth, internally displaced persons and other marginalized groups subjected to discrimination are most at risk and vulnerable to exploitation⁵¹. When human persons live in vulnerable conditions, they are more susceptible to entrapment in unfit working situations and financial dependency on employers who exploit their services⁵². Moreover, if proper legal protections have not been assured or implemented in the work environment, labourers are easily exposed to physical and/or verbal abuse.

The international community, including governments, employers and workers organizations, the private sector and civil society, must maintain and increase efforts to eradicate poverty through the promotion of decent work, good quality jobs and social protection, for all workers in all sectors of the economy, including the informal economy. For work to be decent, it must be "work that expresses the essential dignity of every man and woman in the context of their particular society"⁵³, as also was stipulated in the Universal Declaration on Human Rights:

- “1) Everyone has the right to work, to free choice of employment, to just and favourable conditions of work and to protection against unemployment.
- 2) Everyone, without any discrimination, has the right to equal pay for equal work.

⁵¹ Report of the Special Rapporteur on contemporary forms of slavery, including its causes and consequences A/HRC/27/53.

⁵² The International Labour Organisation uses the term “exploitation” in circumstances where the potential victims are particularly vulnerable because of criminal activity involved (trafficking and commercial sexual exploitation); their outsider status (indigenous peoples) or their foreign status (migrant workers); and the circumstances of their employment make them particularly vulnerable. http://www.ilo.org/empent/areas/business-helpdesk/WCMS_DOC_ENT_HLP_FL_FAQ_EN/lang--en/index.htm.

⁵³ Pope Benedict XVI, *Caritas in Veritate*, 63, Libreria Editrice Vaticana, 2009. Decent work is “work that is freely chosen, effectively associating workers, both men and women, with the development of their community; work that enables the worker to be respected and free from any form of discrimination; work that makes it possible for families to meet their needs and provide schooling for their children, without the children themselves being forced into labor; work that permits the workers to organize themselves freely, and to make their voices heard; work that leaves enough room for rediscovering one’s roots at a personal, familial and spiritual level; work that guarantees those who have retired a decent standard of living.”

- 3) Everyone who works has the right to just and favourable remuneration ensuring for himself and his family an existence worthy of human dignity, and supplemented, if necessary, by other means of social protection.
- 4) Everyone has the right to form and to join trade unions for the protection of his interests.”⁵⁴

However, in today’s globalized world, work is increasingly informal, precarious and unprotected. We express particular concern about the situation of young people and migrant workers who, despite being an important part of the solution to the economic crisis, face more acute and difficult challenges in this regard.

Young people, especially those living in rural areas and working in the informal economy, face many difficulties in the world of work. Although they possess professional skills, they are forced to work without contracts, or with part-time agreements and precarious salaries. Many others are unemployed. Governments, workers and employers, as well as civil society organizations and business leaders, should ensure that young people have access to work and can enjoy decent working conditions and social protection, including when they have left school and entered the labor force. With regard to migrant workers and their family members, the co-signers are convinced that their labor and earnings make a substantial contribution to positive development and to reduction of poverty both in countries where migrants work as well as in their countries of origin. Despite these contributions, however, many millions of migrants moving within their region or across continents, including significant numbers of farm workers and domestic workers, both documented and undocumented, are subjected to working conditions that are profoundly indecent. The co-signers urge governments, employers and workers, and civil society organizations to work together to ensure that all migrant workers and their families benefit from the same rights, assume the same responsibilities, and are treated in the same manner as any other worker in the country where they live.

Finally, specific attention should be paid to fundamental principles and rights at work as well as to the provision of adequate, fair, and portable social protection, at levels that conform to universal human rights and international labour standards. Equally important are efforts to eradicate all exploitative work and any other forms of modern-day slavery as well as to establish efficient redress mechanisms for survivors.

It is duty and responsibility of all stakeholders involved in the world of work to cooperate in the achievement of these goals. When all are engaged through a true spirit of justice and fairness, such commitment represents a source of hope.

* International Young Christian Workers NGO(s) without consultative status, also share the views expressed in this statement.

⁵⁴ Universal Declaration of Human Rights, Article 23.

2. Written Statement on the Protection of the Family and Its Members



United Nations

General Assembly

A/HRC/27/NGO/56

Distr.: General
27 August 2014

English only

**Human Rights Council
Twenty-seventh session**

Agenda item 3

**Promotion and protection of all human rights, civil,
political, economic, social and cultural rights,
including the right to development**

Joint written statement submitted by Caritas Internationalis (International Confederation of Catholic Charities), New Humanity, non-governmental organizations in general consultative status, Associazione Comunita Papa Giovanni XXIII, Edmund Rice International Limited, International Association of Charities, International Catholic Child Bureau, Pax Romana (International Catholic Movement for Intellectual and Cultural Affairs and International Movement of Catholic Students), non-governmental organizations in special consultative status

The Secretary-General has received the following written statement which is circulated in accordance with Economic and Social Council resolution 1996/31.

[25 August 2014]

* This written statement is issued, unedited, in the language(s) received from the submitting nongovernmental organization(s).

Protection of the Family and Its Members

Caritas Internationalis (International Confederation of Catholic Charities), Associazione Comunità Papa Giovanni XXIII, Edmund Rice International, International Association of Charities, International Catholic Child Bureau, New Humanity, and Pax Romana (International Catholic Movement for Intellectual and Cultural Affairs and International Movement of Catholic Students) welcome the Resolution A/HRC/26/11 on the Protection of the Family, particularly in view of the central role of this institution as “the fundamental group of society and the natural environment for the growth and wellbeing of all its members and particularly children”⁵⁵. The spirit of the Resolution proclaiming this fact echoes the words of Pope Francis, “the family is the fundamental cell of society, where we learn to live with others despite our differences and to belong to one another.”⁵⁶

It is true that today’s families are burdened by many social and cultural challenges, including:

- Domestic and external violence;
- The global economic crisis and its resultant structural poverty for increasing numbers of families throughout the world;
- Long-term unemployment;
- Migration for economic survival or to seek refuge due to threats on the lives or wellbeing of family members;
- Chronic or life-threatening illnesses; and
- Exploitation of minors for sexual abuse or forced labor.

Despite these serious challenges, the family has been and remains a source of strength and security for its own members. For this reason, the co-signers find it most regrettable that many States and some United Nations agencies portray this key social institution more as a “problem” than as a resource. The fact is that the family is a source of wealth, an irreplaceable good for children, an indispensable and vital foundation for society a whole and for local communities.

The Panel Discussion on the Protection of the Family and Its Members has the opportunity to address the implementation of States’ obligations in protecting the family and its members. Moreover, it gives an opportunity to “refocus on the role of families in development; take stock of recent trends in family policy development; share good practices in family policy making; review challenges faced by families worldwide and recommend solutions”⁵⁷.

The importance of the family for the life and wellbeing of society entails a particular responsibility for national governments and international institutions. Since the family functions as a middle ground between the individual and society, “families have the right to be able to rely on an adequate family policy on the part of public authorities”⁵⁸. Many States, however, have failed to fulfil their responsibilities to adequately protect families, particularly in the case of those families that face serious difficulties. As a result of the economic crisis, for example, single parent families and those with more than two children are most susceptible to poverty.⁵⁹

⁵⁵ Resolution A/HRC/26/11 adopted by the United Nations Human Rights Council on June 25, 2014.

⁵⁶ Pope Francis, *Evangelii Gaudium*, para. 66, November 24, 2013.

⁵⁷ Message of the Department of Economic and Social Affairs of the Economic and Social Council in occasion of the 20th anniversary of the International Year of the Family, <http://undesadspd.org/Family/InternationalObservances/TwentiethAnniversaryofIYF2014.aspx>.

⁵⁸ Charter of the Rights of the Family, Article 9.

⁵⁹ Caritas Europa, *Family Is A Fundamental Pillar of Social Welfare and Should Be Supported In Times of Crisis*, May 15, 2013.

The co-signing organisations believe, therefore, that States must enact and implement “family-friendly” policies that recognize and promote the capacity of strong family bonds, the birthright of all humanity, to serve as a source of social capital and stability to the wider fabric of the universal human family.

However, equal importance should be given to the family unit itself and to all its members. The dignity and rights of each and every members of the family, from the child in the womb to the oldest or most frail relatives, should be affirmed, upheld, and guaranteed. Such protection of individual family members reaps wider social benefits in the community-at-large, which finds an innate and vital expression in the family.

The family comes first in the hearts of the world’s people and continually exhibits much greater vigour than the many forces in today’s society that try to threaten or even eliminate it. The co-signing organisations stand firm in their support of such vigour, and plan to constantly advocate for better protection and support of the family and all its members as the fundamental unit of society.

* Caritas in Veritate Foundation NGO(s) without consultative status, also share the views expressed in this statement.

3. Comunicación oral sobre los derechos de los niños y de los adolescentes privados de libertad en el Perú



27º período de sesión del Consejo de derechos humanos

Ginebra, 6-28 setiembre 2014

Panel sobre los derechos humanos de las personas privadas de libertad

BICE y sus contrapartes COMETA y OPA de Perú nos gustaría agradecer la posibilidad de presentar y compartir la situación de privación de libertad de adolescentes en conflicto con la ley penal en el Perú.

EL Estado peruano el Ministerio de Justicia y Derechos Humanos, han asumido la ejecución del Plan Nacional de Prevención y Tratamiento del Adolescente en Conflicto con la Ley Penal. Por otro lado la Gerencia de Centros Juveniles del Poder Judicial ha establecido como parte de su gestión la apertura de centros para brindar medidas socioeducativas en medio abierto. Sin embargo, la falta de asignación de presupuesto no favorece que el Estado peruano asuma que esta es una inversión social y no meramente un gasto público. Es decir ¿cuánto nos cuesta intervenir técnicamente para lograr la reinserción de gran parte de los adolescentes en conflicto con la ley penal?

Sobre el particular tenemos distintas manifestaciones que podemos clasificar de la siguiente manera:

Falta de especialización para la intervención

- En La ley peruana no se contempla la figura del juez de ejecución de medida y faltan jueces especializados en materia penal juvenil a nivel nacional.
- La falta de motivación y especialización de los educadores sociales, se confía más en aquellos que tienen condiciones para reprimir motines que en los que tienen una formación para ello.
- En relación a los equipos técnicos se evidencia la carencia de tratamientos especializados en salud mental, según perfiles de trayectorias delictivas y según nivel de consumo de drogas, asimismo la necesidad de intervenir en base a evidencias.

El No resguardo de derechos en los adolescentes privados de libertad.

- Sobrepoblación en los Centros Juveniles.
- Se deriva a parte de la población que cumple la mayoría de edad a una sección especial de los penales de adultos, bajo la perspectiva que son líderes negativos.
- No existe servicios de agua caliente para las duchas de los adolescentes, aún en temperaturas bajo cero.
- Falta de privacidad e intimidad, podemos encontrar, en el Centro Juvenil de Lima, hasta 100 camas en una misma habitación, así también la falta de puertas en las duchas. Por otro lado se verifica la deficiencia de mobiliario como camas, frazadas.

- Estudios de educación básica brindados sin tener en cuenta el perfil de los adolescentes. Los profesores encargados en algunas ocasiones son personas poco especializadas y asumen esta función como un castigo a su mal comportamiento en instituciones educativas previas.

Resaltamos las recomendaciones contenidas en el IV Informe alternativo al Informe remitido por la sociedad civil del Estado peruano al Comité de Derechos del Niño, queremos destacar:

- En relación a su primer contacto con el sistema policial, el requerimiento de la creación de módulos especializados para adolescentes en conflicto con la ley penal en comisarias especializadas en todo el territorio nacional, lo que podría estar favoreciendo una intervención conjunta con delincuentes adultos.
- Asimismo, la necesidad de aumentar el número de defensores públicos especializados para atender a los adolescentes en conflicto con la ley penal, los cuales puedan garantizar la activación del sistema resguardando sus garantías

4. Communication orale sur l'enregistrement des naissances et le droit de chacun à la reconnaissance en tout lieu de sa personnalité juridique



27^{ème} session du Conseil des droits de l'Homme
Genève, 8-26 septembre 2014

Points 2 & 3 : Introduction des rapports thématiques du Haut Commissaire aux Droits de l'Homme suivie par un débat général – Enregistrement des naissances et droit de chacun à la reconnaissance en tout lieu de sa personnalité juridique

Le rapport du Haut-Commissaire sur l'enregistrement des naissances a suffisamment éclairé les acteurs, surtout les Etats sur les conséquences et les effets du non-enregistrement des naissances sur les droits de l'homme en général et surtout sur les droits des enfants en particulier. Désormais, les barrières légales, administratives, économiques, physiques ou autres qui entravent l'accès à l'enregistrement universel des naissances et la possession de documents attestant de la naissance, sont connues.

Dans le domaine de la justice juvénile par exemple, la détermination de l'âge pour décider de l'application ou non du régime de la Convention relative aux droits de l'enfant est devenue, à cause du non-enregistrement à la naissance, un véritable casse-tête judiciaire, logistique et financier en Côte d'Ivoire, au Mali, en RD Congo et au Togo, pays dans lesquels le BICE et ses partenaires œuvrent.

A la suite de la résolution 22/7 du Conseil, le présent rapport interpelle les Etats sur la nécessité de la mise en place d'un **dispositif stratégique multidimensionnel** capable de corriger les manquements du passé et d'**instaurer un système coordonné, intégré et fiable d'enregistrements** des faits d'état civil à commencer par l'enregistrement à la naissance. Cette gouvernance exige :

Une décentralisation opérationnelle : En RDC, les Territoires qui sont censés appliquer l'enregistrement gratuit à la naissance rechignent car les frais y afférents constituent des revenus essentiels pour l'administration locale. Il faudrait donc une dotation budgétaire de ces contrées pour que *l'enregistrement gratuit*, y compris après la naissance, soit *effectif*. Au Togo, la décentralisation et le renforcement de la direction en charge de l'état civil sont une nécessité absolue.

Une coordination fonctionnelle : L'intervention des *matrones traditionnelles* dans l'accouchement surtout en milieu rural est négligée, notamment en RDC. Elles devraient être considérées comme des *acteurs essentiels* et *intégrés* dans le système d'enregistrement tout comme les centres de santé, les pédiatries et les hôpitaux, à doter de *points focaux d'enregistrement* sous la coordination des Ministères pertinents.

Un système de rattrapage effectif : Au Togo, au Mali et en RCI, des *audiences foraines* se tiennent pour la délivrance de jugements supplétifs tenant lieu d'acte de naissance. Cette bonne

pratique devrait toutefois s'intensifier au niveau de la *fréquence* et de la *couverture* de l'ensemble du territoire.

Une numérisation progressive : Dans certains pays comme le Togo, le remplissage manuel du formulaire d'enregistrement qui n'est pas toujours d'ailleurs disponible en quantité suffisante, ne permet pas de garantir la délivrance de l'acte de naissance si celui-ci venait à se perdre. L'informatisation du système est donc un objectif à atteindre à moyen terme. Le gouvernement togolais devrait mettre en œuvre le plan stratégique d'enregistrement des naissances 2013-2017.

Une simplification de la déclaration à la naissance : La Côte d'Ivoire et la RDC devraient considérer la prolongation de l'enregistrement gratuit au-delà de 3 mois et le Togo au-delà de 45 jours après la naissance. Par ailleurs, la dotation des villages d'un agent d'état civil chargé de la sensibilisation et qui fait le lien avec une unité centralisée devrait permettre de résoudre le problème d'éloignement et de transport.

5. Oral Statement on the Third Phase of the World Programme for Human Rights Education and the United Nations Declaration on Human Rights Education and Training

27th session of the Human Rights Council

Geneva, 8-26 September 2014

Item 3: Promotion and protection of all human rights, civil, political, economic, social and cultural rights, including the right to development

Joint oral statement⁶⁰ submitted by: *Soka Gakkai International, International Organisation for the Right to Education and Freedom of Education (OIDEF); Human Rights Education Associates (HREA); Association Points-Coeur/Heart's Home; International Federation of University Women (IFUW); Soroptimist International, Al-Hakim Foundation, United Network for Young Peacebuilders (UNOY Peacebuilders); International Movement Against All Forms of Discrimination and Racism (IMADR); International Catholic Child Bureau (ICCB); Equitas-International Centre for Human Rights Education; Asia-Pacific Human Rights Information Centre (HURIGHTS Osaka); Institute for Planetary Synthesis (IPS);); International Association for Religious Freedom (IARF); CIVICUS-World Alliance for Citizen Participation; International Organisation for the Elimination of All Forms of Racial Discrimination (EAFORD); Servas International Sovereign Military Order of the Temple of Jerusalem (OSMTH); Planetary Association for Clean Energy (PACE); and Foundation for Gaia (GAIA).*

I speak on behalf of 19 organisations. We welcome the plan of action for the third phase of the World Programme for Human Rights Education (2015-2019)⁶¹ prepared by the OHCHR. We also welcome the new web resource “the Right to Human Rights Education”⁶² launched by the OHCHR on 10 September, last week.

Together with the UN Declaration on Human Rights Education and Training, these tools must be fully utilised and implemented.

The third phase of the World Programme aims at promoting social inclusion of marginalised groups; fostering interreligious and intercultural dialogue; and combating stereotypes and violence.

We urge all Member States to implement the third phase of the World Programme, keeping in mind the following:

Firstly, the focus group of the third phase of the World Programme, “media professionals and journalists”, need to be enabled not disabled to fully exercise their right to freedom of expression in order to participate in the promotion of human rights education with their public responsibilities.

Secondly, human rights education requires the involvement of all relevant actors and the mutual collaboration between civil society and the government in all countries, for its very aim at realising all human rights of all persons, women and men, young and older people.

⁶⁰ This statement reflects the views of NGOs expressed in the discussions of the NGO Working Group on Human Rights Education and Learning of the Conference of NGOs in Consultative Relationship with the UN (CoNGO) and Human Rights Education Associates (HREA).

⁶¹ A/HRC/27/28 (4 August 2014), “Plan of Action for the third phase (2015–2019) of the World Programme for Human Rights Education”.

⁶² <http://www.ohchr.org/EN/Issues/Education/Training/Compilation/Pages/Listofcontents.aspx>.

Thirdly, the Council should consider a follow up resolution in the 28th session next year on the UN Declaration on Human Rights Education and Training, in order to reaffirm the political commitment enshrined in the Declaration.

With appreciation to the seven Member States of the Platform for Human Rights Education and Training,⁶³ civil society actors including the NGO Working Group on Human Rights Education and Learning at the UN and an international coalition of NGOs, HRE 2020⁶⁴, will continue to mainstream human rights education in the work of the Council and other human rights mechanisms.

⁶³ Costa Rica, Italy, Morocco, Philippines, Senegal, Slovenia and Switzerland.

⁶⁴ The coalition was created in December 2013. Website: <http://www.hre2020.org>.

6. Communication orale sur l'Examen Périodique Universel de la Côte d'Ivoire (2ème cycle)



27^{ème} session du Conseil des droits de l'Homme

Genève, 8-26 septembre 2014

Point 6 : Examen Périodique Universel (EPU) - Côte d'Ivoire

Le Bureau International Catholique de l'Enfance (BICE) et son organisation membre Dignité et Droits pour les Enfants en Côte d'Ivoire encouragent l'Etat ivoirien à poursuivre la mise en œuvre des recommandations acceptées et regrettent toutefois qu'un rapport intermédiaire n'ait pas été présenté après l'examen du 1^{er} cycle.

Droits des personnes avec handicap⁶⁵

Le Groupe de travail de l'EPU a unanimement salué la ratification de la Convention relative aux droits des personnes handicapées le 10 janvier 2014. Toutefois, le **plan d'action 2014-2016** de la politique nationale en faveur des personnes en situation de handicap⁶⁶ n'est toujours pas validé et adopté en conseil des Ministres, de même que le projet de décret portant prévention du handicap et amélioration des conditions socio sanitaires des personnes handicapées.

Nos organisations recommandent à la Côte d'Ivoire de :

- **adopter et opérationnaliser le plan d'action 2014-2016 et prendre le décret relatif à la prévention du handicap et amélioration des conditions socio sanitaires des personnes handicapées.**
- **renforcer les capacités des enseignants du primaire et du secondaire notamment en langue des signes et en braille et mettre en place des écoles pilotes.**

Protection des filles domestiques⁶⁷

Plusieurs recommandations du 1^{er} et du 2^{ème} cycle ont relevé l'exploitation et l'abus des filles domestiques. La nature informelle des activités du secteur expose les filles à l'exploitation, à l'abus et à la négligence surtout à Abidjan. Nos organisations recommandent :

- **la ratification et la mise en œuvre par la Côte d'Ivoire de la Convention 189 de l'OIT,**
- **la garantie de la protection sociale des filles domestiques,**
- **la reconnaissance de leur travail comme facteur de développement économique et social du pays,**
- **la mise en place d'une réglementation de l'activité des agences de placement de filles domestiques.**

⁶⁵ A/HRC/13/9, §§ 99.30 (Nigeria) ; 100.21 (Canada) ; A/HRC/27/6, §§ 127.163 (Maldives), 127.175 (Philippines).

⁶⁶ Ce plan est développé sous la houlette de la Direction de la Promotion des Personnes Handicapées du Ministère d'Etat, Ministère de l'Emploi des Affaires Sociales et de la Formation Professionnelle.

⁶⁷ A/HRC/13/9, § 99.59 (Belarus) ; A/HRC/27/6, § 63 in fine (Norvège), § 98 (États-Unis d'Amérique).

Condition de détention des mineurs en conflit avec la loi⁶⁸

Force est de constater qu'en dehors d'Abidjan qui dispose d'un service de police dédié spécifiquement aux mineurs dirigé par la sous Direction de lutte contre la traite des enfants et la délinquance juvénile, les commissariats de police et les brigades de gendarmerie ne disposent pas de services spécifiques, de sorte que les mineurs et les adultes subissent les mêmes conditions de privation de liberté. Selon un rapport de 2012 de la Direction de la Protection Judiciaire de l'Enfance et de la Jeunesse (DPJEJ), la séparation des filles et des garçons au sein des violons n'est pas effective dans tous les postes de police. C'est aussi le cas à la Maison d'arrêt et de correction d'Abidjan (MACA) où, suite à des bagarres et dissensions au sein des mineurs sous mandat de dépôt en 2013, l'administration pénitentiaire a décidé de les « éduquer » en les mettant dans les cellules des adultes.

Il faut, toutefois, saluer les prestations de la **Brigade pour Mineurs** spécialisée dans la protection du mineur en conflit avec la loi. Elle dispose en effet de violons séparés pour les filles et les garçons, procède à des recherches des familles et initie des médiations et des conciliations pour la libération et l'insertion.

8 des 23 établissements pénitentiaires qui disposent d'un secteur pour mineurs sont caractérisés par un dépassement des capacités d'accueil, des conditions d'hébergement difficiles et une faible prise en charge en matière de santé, d'hygiène et d'alimentation. L'assistance juridique n'est pas convenablement mise en œuvre car les avocats qui s'y prêtent ne sont pas dûment rémunérés.

Sur les 3 centres alternatifs à la privation de liberté, 1 seul, le Centre d'Observation des Mineurs (COM) situé à d'Abidjan, est fonctionnel mais il se trouve malheureusement au sein même de la MACA, ce qui influence négativement l'objectif d'éducation et de réinsertion des mineurs qui y sont placés. Nos organisations appellent à ce que les recommandations **de l'EPU relatives à l'amélioration du système de justice juvénile soient mises en œuvre et que le COM soit séparé physiquement de la MACA.**

⁶⁸ A/HRC/13/9, §§ 99.53 (Slovaquie) ; 99.55, 99.56 & 99.68 (République tchèque) ; 99.69 (Italie). A/HRC/27/6, §§ 127.106 (Thaïlande); 127.109 (État de Palestine); 127.132 (Brésil).

7. Communication orale sur l'Examen Périodique Universel de la République Démocratique du Congo (2ème cycle)



27^{ème} session du Conseil des droits de l'Homme

Genève, 8-26 septembre 2014

Point 6 : Examen Périodique Universel (EPU) - République Démocratique du Congo (RDC)

Le Bureau International Catholique de l'Enfance (BICE) et son organisation membre le Bureau National Catholique de l'Enfance en RDC (BNCE-RDC) saluent la soumission par la RDC de son rapport intermédiaire qui reste perfectible au niveau de la précision des mesures concrètes prises pour donner effet aux lois, plans stratégiques et programmes.

Administration de la justice juvénile

Le fonctionnement des institutions

Sous la coordination du Ministère de la justice et grâce à l'appui de l'UNICEF, de l'UE et de l'Agence Française de Développement (AFD), le BICE et le BNCE-RDC ont activement contribué, conformément à la Loi du 10 janvier 2009, à la mise en place des institutions de l'administration de justice juvénile en établissant, les mécanismes du système. Nous avons ainsi assuré la formation des juges pour enfants, des bureaux de consultations gratuites des Barreaux, des assistants sociaux, des membres des Comités de médiation et leur installation, des familles d'accueil, des volontaires de la communauté, et de la police judiciaire à Kananga, Mbuji-Mayi et Kinshasa. Le gouvernement a aussi fait un effort dans la mise en place des tribunaux secondaires à Kinshasa pour désengorger le seul tribunal de N'djili. Pour la coordination du travail, le BNCE-RDC a mis en place deux Groupes de travail de justice pour enfants qui sont des cadres de concertation des différents acteurs intervenant dans le domaine de la justice.

Toutefois, des efforts devraient être davantage fournis pour :

- **nommer et affecter les juges pour enfants dans les tribunaux pour enfants installés dans les chefs-lieux des provinces ;**
- **soutenir le fonctionnement des tribunaux pour enfants, des Comités de médiation, des corps des assistants sociaux et des bureaux des consultations gratuites qui dépendent largement aujourd'hui du soutien financier et logistique des ONG.**

Les conditions de détention

A la Prison Centrale de Makala au Pavillon 10A à Kinshasa, à la prison de Mbuji-Mayi et à celle de Kananga, les pavillons spéciaux pour enfants en conflit avec la loi, et les outils d'enregistrement des enfants font défaut (*fiches de renseignement individuel, fiches d'écoute, fiches de suivi juridique, fiches de descente en famille, fiches de suivi des enfants placés, projet de vie individualisé, etc.*) ; il n'existe pas de référentiel commun de prise en charge (absence d'un programme éducatif) des enfants en détention. Le Pavillon 10A de la prison de Makala conçu pour accueillir 70 enfants en accueille entre 195 et 210 et le pavillon de Mbuji-Mayi au Kasai Oriental compte à ce jour une cinquantaine de mineurs au lieu de 24, ce qui se traduit par la

promiscuité et l'apparition des maladies cutanées mais aussi dénote du dysfonctionnement entre les services sociaux chargés de mener les enquêtes sociales pour éclairer le juge et le tribunal pour enfants. La formation professionnelle n'est pas organisée ; la formation en vue de la réinsertion repose essentiellement sur l'action des ONG et principalement du BNCE-RDC. Il n'existe pas de procédures disciplinaires pour assurer le maintien de la sécurité et de l'ordre ni de mécanisme de plaintes pour les enfants qui auraient subi des violences. Quant à l'assistance juridique elle s'est améliorée grâce au partenariat intervenu entre le BNCE-RDC et les différents bureaux de consultations gratuites qui ont besoin d'assistance financière, notamment pour leur mobilité.

Néanmoins, les détentions préventives prolongées continuent de causer la surpopulation carcérale. **Les services pénitentiaires devraient être sensibilisés, formés et dotés d'outils d'enregistrement des données en détention et constituer ainsi une base de données statistiques devant éclairer les réformes de la justice (e.g. le passage des enfants en conflit avec la loi au pavillon spécial de la prison).**

Accès à l'éducation⁶⁹

Le 1^{er} et le 2^{ème} cycle⁷⁰ de l'examen de la RDC par l'EPU ont insisté sur la nécessité de renforcer le système éducatif en rendant notamment effective l'éducation primaire gratuite et obligatoire en vertu de l'article 43 de la Constitution et de l'article 38 al.3 de la Loi du 10 janvier 2009 portant protection de l'enfant.

L'effectivité de l'accès à l'éducation devrait passer par :

- **l'augmentation du budget de l'éducation nationale, notamment du primaire, ce que n'a toujours pas fait l'Objectif Education des 5 Chantiers ;**
- **l'extension de la mesure de gratuité à la Ville-Province de Kinshasa et à la Province du Katanga ;**
- **la suppression des « frais de motivation, frais techniques, frais administratifs, frais de récupération, frais de documentation et frais divers » qui vident la gratuité de son sens;**
- **l'adaptation des infrastructures aux besoins (nombre d'enfants par classe, nombre d'enseignants formés, etc.).**

⁶⁹ Selon le rapport de l'enquête nationale sur la situation des enfants et adolescents en dehors de l'école, 2012, au moins 28,9% d'enfants entre 5 et 17 ans sont en dehors de l'école. En dépit des avancées en termes de l'augmentation du budget de l'Etat dans le domaine de l'éducation, des efforts sont davantage nécessaires pour que tous les enfants aient accès à l'éducation.

⁷⁰ Rapport du Groupe de travail de l'EPU, 2^{ème} cycle, A/HRC/27/5 : § 134.151 Allouer au moins 25 % du budget national à l'éducation et supprimer tous les frais discrétionnaires afin de garantir un enseignement primaire gratuit pour tous les enfants (Hongrie); § 134.152 Envisager l'adoption de dispositions juridiques visant à garantir la gratuité et le caractère obligatoire de l'enseignement primaire pour tous les enfants sans discrimination (Égypte); § 134.153 Étendre la politique en faveur de la gratuité de l'enseignement primaire à tout le pays (Zimbabwe); § 134.154 Prévoir des financements suffisants pour l'éducation afin d'accroître le nombre des écoles et des enseignants et garantir l'égalité d'accès des filles à tous les niveaux de l'enseignement (Afrique du Sud); § 134.156 Poursuivre les efforts destinés à assurer un enseignement primaire gratuit pour tous dans l'ensemble du pays (Malaisie); § 134.159 Veiller à ce que l'enseignement primaire soit gratuit et de qualité et intègre des programmes spéciaux pour la population locale, notamment les Pygmées (Mexique).

8. **Communication orale sur le suivi des recommandations de l'Examen Périodique Universel du Togo (1er cycle)**



27^{ème} session du Conseil des droits de l'Homme
Genève, 8-26 septembre 2014

Point 6 : Examen Périodique Universel (EPU) - Débat général - Suivi de la mise en œuvre des recommandations EPU du Togo

Le Bureau International Catholique de l'Enfance (BICE) et son organisation membre le Bureau National Catholique de l'Enfance du Togo (BNCE-Togo) saluent la présentation par le Togo de son rapport intermédiaire et l'encouragent à poursuivre la mise en œuvre des recommandations acceptées. Nos organisations souhaitent toutefois intervenir sur l'état de la mise en œuvre de certaines recommandations.

Systeme judiciaire, A/HRC/19/10, § 100.11 (Nigeria)

Accélérer l'adoption des projets de loi à l'examen visant à moderniser le cadre juridique pour renforcer les garanties des citoyens devant les tribunaux; réorganiser le système judiciaire de façon à le rapprocher des citoyens et à redéfinir la juridiction des tribunaux.

L'adoption de la loi n°2013-010 du 27 mai 2013 portant aide juridictionnelle représente une avancée sensible dans l'accès des enfants à la justice. Elle prévoit notamment la mise en place d'un Conseil National de l'Aide Juridictionnelle et des Bureaux d'Aide Juridictionnelle auprès des juridictions, y compris des tribunaux pour enfants. La Loi énonce également l'adoption en Conseil des ministres d'un décret relatif aux modalités fonctionnelles (composition et règles de fonctionnement) du Conseil et un arrêté du Ministre de la justice portant nomination des membres de ces Bureaux d'Aide Juridictionnelle. **Nous recommandons au gouvernement l'adoption sans délai de ces mesures d'application.**

Privation de liberté/conditions de détention, A/HRC/19/10, § 100.55 (Norvège)

Prendre des mesures pour garantir que toutes les personnes en prison ou en centre de détention soient traitées conformément aux lois nationales et aux obligations internationales.

Les actions de l'Etat dans le cadre de l'amélioration des conditions de détention sont essentiellement d'ordre physique. Même si ces améliorations restent essentielles (travaux de salubrité, d'hygiène et d'assainissement des lieux de détention), elles doivent intégrer la mise en place des mécanismes visant à renforcer la protection des mineurs dans les lieux de privation de liberté. Cela suppose la lutte contre la violence physique et psychologique en milieu carcéral, l'abolition des mauvais traitements et la négligence, la mise en place d'un système de plainte qui donne la possibilité aux mineurs détenus de porter plainte pour les violences qu'ils auraient subi, le respect des délais de détention préventive. L'administration pénitentiaire devrait veiller à ce que la détention des enfants soit la plus brève possible et qu'elle ne se déroule pas dans l'isolement.

La seule Brigade pour Mineurs du Togo située à Lomé n'a pas bénéficié d'augmentation de son budget puisque ce sont les ONG qui continuent d'assurer les services d'appui liés à l'alimentation, l'hygiène et la santé ainsi que les activités éducatives et récréatives.

Il faut toutefois noter que les efforts du gouvernement ont abouti au respect des conditions de garde à vue des mineurs dans les commissariats de police et de gendarmerie.

Au regard du principe de coopération qui gouverne le mécanisme de l'EPU, les Etats qui ont recommandé au Togo d'améliorer les conditions de détention, devraient l'accompagner pour la mise en œuvre de ces recommandations notamment en ce qui concerne la mise en place des centres alternatifs à la privation de liberté afin d'optimiser les chances de réinsertion scolaire, familiale et professionnelle des mineurs en conflit avec la loi.

9. Oral Statement during the Panel on Ending Violence against Children: a Global Call to Make the Invisible Visible



27th Session of the Human Rights Council

Geneva, 8-26 September 2014

Panel on Ending Violence against Children: a Global Call to Make the Invisible Visible

Joint oral statement submitted by: *Save the Children International, Arigatou International, Casa Alianza Switzerland**, *Child Rights Connect, Child Rights International Network**, *Defence for Children International, Edmund Rice International, Global Initiative to End All Corporal Punishment of Children**, **International Catholic Child Bureau**, *Red Latinoamericana y Caribeña para la Defensa de los Derechos de los Niños, Niñas y Adolescentes**, *SOS Children's Villages International, Terre des Hommes Federation Internationale, War Child Holland**, *Women World Summit Foundation, World Organisation Against Torture*

25 years after the adoption of the Convention on the Rights of the Child, a majority of States are still failing to fulfil their immediate human rights obligation to prohibit and eliminate all violence against children. It is an indictment of the UN human rights system that progress remains scattered and slow.

Meanwhile, there is a growing body of scientific evidence that demonstrates that exposure to violence and stress, especially at a very young age, provokes irreversible brain damage on children.

Violence is also both cause and consequence of social exclusion and discrimination; it is a marker of children's inequality and powerlessness.

Lastly, violence against children has huge costs on societies and nations. A recent study by National Society for the Prevention of Cruelty to Children (NSPCC)⁷¹ calculated that sexual abuse of children in the UK costs annually between 1.6 and 3.2 billion British Pounds (costs to health, child protection and the criminal justice system as well as reduced economic productivity).

We all know what needs to be done to end violence against children; in particular:

* Not enjoying UN consultative status.

⁷¹ Aliya Saied-Tessier, *Estimating the costs of child sexual abuse in the UK*, NSPCC, July 2014.

1. Enact and ensure enforcement of laws that ban all forms of violence including all corporal punishment of children;
2. Invest in prevention in all contexts in which children live, play and learn and support parents, care givers and teachers in their child rearing and education roles;
3. Establish and resource a well trained workforce of social workers;
4. Raise awareness, break the silence regarding violence against children and challenge social norms that justify it;
5. Effectively listen to children, provide anonymous and confidential reporting and work with them to identify and apply solutions to eradicate violence;
6. Bring perpetrators to justice and end impunity.

Governments must act now. Today's debate is an opportunity to seal a global commitment for children. The next important occasion is the global agenda that will replace the current MDGs as of 2015.

We appeal to the Human Rights Council, its members and observers, to call on the Secretary-General of the UN to include in his forthcoming synthesis report an unequivocal stand for the elimination of all forms of violence against children, as a target that is possible, achievable and a cornerstone of any sustainable development for the generations to come.